

SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE
ET CINQ MÉMORANDUMS D'ACCORD

Alger et Pretoria consolident leur coopération

L'Algérie et l'Afrique du Sud viennent de renforcer et de conforter les liens indéfectibles et historiques qui les unissent à travers une déclaration de partenariat stratégique et cinq mémorandums d'accord. En effet, les Présidents des deux pays ont annoncé la signature de cette déclaration et de ces accords à l'issue de la 7^e session de la Commission binationale à Alger. P 3



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
DANS LE BÂTIMENT

Les propositions de l'APRUE

Dans un contexte mondial de plus en plus préoccupé par les enjeux du réchauffement climatique, l'Algérie s'efforce de renforcer ses efforts en matière de transition énergétique. Merouane Chabane, Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), plaide pour une évolution de la réglementation thermique dans le secteur du bâtiment, qui demeure l'un des plus grands consommateurs d'énergie. Il met en évidence la nécessité de repenser la conception des bâtiments et de promouvoir des solutions énergétiques plus efficaces afin de contribuer activement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

P 2

CONFÉRENCE AFRICAINE
DES STARTUPS

Présentation de la première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle

La première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle a été présentée, samedi à Alger, lors d'une rencontre organisée dans le cadre de la 3^e édition de la Conférence africaine des startups, sous la supervision du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah.

P 3

PROTECTION DES MARQUES
COMMERCIALES ALGÉRIENNES

Une stratégie nationale en cours d'élaboration

Une stratégie nationale de protection des marques commerciales algériennes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, est en cours d'élaboration, a déclaré, hier à Sétif, le directeur des Affaires civiles et du Sceau de l'État au ministère de la Justice, Ahmed Ali Salah.

P 16

ALGER

**Inauguration de l'École
supérieure de management
des travaux publics** P 2

OPEP+

**Prolongation des réductions
de production jusqu'à fin
2026** P 5

MARCHÉ FINANCIER

**La BDL bientôt
en bourse** P 3

ALGER

Inauguration de l'Ecole supérieure de management des travaux publics

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhrroukh, a inauguré, samedi à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger), l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP). La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de membres du parlement, de cadres du secteurs, ainsi que du chargé d'affaires de l'ambassade de la République populaire de Chine à Alger, Zhao Pingsheng. Cet établissement est dédié à la formation en management d'administration, d'entreprises et de projets, des cadres du secteur relevant de l'administration centrale, des laboratoires, ainsi que des entreprises intervenant dans la réalisation des grands projets d'infrastructures de travaux publics et de transport (aéroport, voie ferrée), selon les explications fournies. L'Ecole assure une formation qui permet aux cadres du secteur de s'adapter aux exigences normatives, environnementales et aux nouvelles technologies utilisées dans le secteur. D'une capacité de 350 places pédagogiques extensibles, l'ESMTP, qui s'étend sur une superficie totale de 44.000m2, a été réalisée par un groupe chinois de construction. Elle comprend plusieurs structures, dont le bloc pédagogique comprenant 27 salles de cours, une bibliothèque, un amphithéâtre et 4 salles de conférences. L'Ecole dispose également d'un bâtiment d'administration et de gestion comprenant divers bureaux, salles de sports, locaux techniques, et un pavillon d'hébergement des cadres de 144 chambres.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT

Les propositions de l'APRUE

Dans un contexte mondial de plus en plus préoccupé par les enjeux du réchauffement climatique, l'Algérie s'efforce de renforcer ses efforts en matière de transition énergétique. Merouane Chabane, Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), plaide pour une évolution de la réglementation thermique dans le secteur du bâtiment, qui demeure l'un des plus grands consommateurs d'énergie. Il met en évidence la nécessité de repenser la conception des bâtiments et de promouvoir des solutions énergétiques plus efficaces, afin de contribuer activement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur la « Chaîne 3 » de la Radio nationale, M. Chabane a débuté en présentant le programme national de maîtrise de l'énergie. Ce programme inclut divers projets incitatifs destinés à introduire des équipements à haut rendement énergétique dans des secteurs clés tels que le bâtiment, l'industrie et le transport. L'objectif n'est pas seulement d'optimiser la consommation d'énergie, mais aussi de sensibiliser et de mobiliser les usagers pour encourager un changement de comportements à tous les niveaux. Concernant le secteur de la construction, le DG de l'APRUE a salué les efforts importants de l'État pour accroître le nombre de logements, notamment à travers des programmes tels que l'AADL 3. Toutefois, il a souligné qu'une réflexion approfondie sur

la conception des bâtiments est indispensable. Celle-ci doit intégrer des techniques d'isolation plus efficaces et un choix judicieux des sites, afin de maîtriser la demande énergétique. À cet égard, il préconise une révision des normes actuelles pour établir des critères stricts de performance énergétique des bâtiments, à l'image de ce qui se fait déjà pour les équipements électroménagers. « Les normes actuelles doivent évoluer pour fixer des seuils minimaux, afin de classer les bâtiments et évaluer leur consommation énergétique, comme on le fait pour les appareils électroménagers », a-t-il expliqué. Le vieux bâti, particulièrement énergivore, représente également un défi de taille. M. Chabane a insisté sur la nécessité d'une réhabilitation thermique complète de ces bâtiments, ce qui nécessite un écosystème adapté, comprenant des matériaux isolants accessibles, des installateurs qualifiés et des

prix raisonnables. Il a recommandé la rénovation de 100.000 à 200.000 unités par an pour répondre à ce défi. « Il faut un écosystème autour de cette réhabilitation, avec la disponibilité de matériaux isolants à des prix raisonnables et des installateurs agréés », a-t-il précisé. L'APRUE œuvre également à l'introduction d'équipements électroménagers plus performants énergétiquement, contribuant ainsi à une réduction globale de la consommation dans le secteur domestique. En conclusion, Merouane Chabane a rappelé l'engagement de l'Algérie, à travers les accords internationaux ratifiés, à limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici 2100. Pour renforcer cet engagement, il a annoncé la tenue, en octobre 2025, de la deuxième édition du DecarboMED, le Forum méditerranéen de la décarbonation, un événement majeur destiné à promouvoir la transition énergétique dans la région.

11E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DES PROMOTEURS IMMOBILIERS, DES LOGEMENTS INTELLIGENTS ET DE LA DÉCORATION

Participation de 160 exposants nationaux et étrangers

La 11e édition du Salon international des promoteurs immobiliers, des logements intelligents et de la décoration, a été ouverte, jeudi au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, avec la participation d'environ 160 exposants nationaux et internationaux. Ce salon regroupe des exposants algériens, ainsi que des entreprises étrangères issues notamment de Turquie, d'Espagne, de Chine et du Portugal, selon Akram Sidi Yekhllef, représentant de l'agence de communication "Up Concept Design", organisatrice de l'événement. Le commissaire du salon, Akram Sidi Yekhllef, a précisé que cette édition accueille près de 120 exposants nationaux, principalement des promoteurs immobiliers privés engagés dans la réalisation de projets de logements promotionnels. Il a souligné que l'objectif principal de cette manifestation économique est de "soutenir les promoteurs immobiliers pour développer le secteur du logement, introduire des technologies modernes et intelligentes, et informer les citoyens sur les différents programmes de logement en cours". Il a ajouté que plusieurs promoteurs immobiliers présentent des innovations en matière de logements écolo-

giques et intelligents, comme la gestion de l'éclairage, du chauffage, de la climatisation, l'économie d'énergie, les technologies électroniques, les systèmes de communication dans les immeubles et le recyclage de l'eau. Le co51;t de l'intégration de ces technologies dans les logements a connu une baisse significative étant actuellement compris entre 200.000 et 300.000 DA, alors qu'il atteignait auparavant entre 2 et 3 millions de DA, a-t-il précisé. Ce rendez-vous économique est une opportunité pour découvrir les nouveautés du secteur, promouvoir les partenariats dans le domaine de l'immobilier et de la décoration, offrir au public des solutions innovantes et des conceptions technologiques adaptées aux maisons modernes. Les promoteurs immobiliers et bureaux d'architecture proposent des solutions adaptées aux besoins et aux budgets des demandeurs de logements. Des ateliers organisés tout au long du salon exposent des projets de logements modernes, écologiques et équipés de technologies intelligentes respectueuses de l'environnement, favorisant l'économie d'énergie et l'intégration de systèmes électroniques et de communication. Le salon, placé sous le thème "Design moderne,

écologie et maisons intelligentes", rassemble des professionnels de l'immobilier, des promoteurs immobiliers, des représentants d'entreprises de construction, ainsi que des institutions financières et compagnies d'assurance. Un salon parallèle "des portes, fenêtres et façades Design Days" accueille également des startups spécialisées dans le domaine. Durant les cinq jours de cet événement annuel, devenu une tradition à Oran, plusieurs promoteurs immobiliers proposeront des remises sur les prix des logements réalisés dans différentes formules, comme le logement promotionnel libre et public, avec des réductions variant entre 10 % et 35 %, selon Akram Sidi Yekhllef. Des institutions bancaires et financières participent également pour offrir des services aux citoyens, comme le financement des loyers, des prêts pour l'achat de logements ou des travaux d'aménagement et de décoration. Des conférences sont programmées pour les professionnels du secteur, abordant des thèmes tels que "L'écologie et les maisons intelligentes" et "Les technologies modernes dans le domaine de la construction".

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET CINQ MÉMORANDUMS D'ACCORD

Alger et Pretoria consolident leur coopération

L'Algérie et l'Afrique du Sud, viennent de renforcer et de conforter les liens indéfectibles et historiques qui les unissent à travers une déclaration de partenariat stratégique et cinq mémorandums d'accord. En effet, l'Afrique du Sud et l'Algérie ont signé une déclaration de partenariat stratégique et cinq mémorandums d'accord, ont fait savoir les Présidents des deux pays à l'issue de la 7e session de la Commission binationale à Alger.

Par Réda Hadi

L'Algérie et l'Afrique du Sud confirment, une nouvelle fois, leur union sacrée. Sur la même onde politique depuis des décennies, les deux pays affichent, à l'occasion de la visite d'Etat qu'effectue depuis jeudi dernier le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, en Algérie, une volonté de consolider encore leurs liens, à travers, notamment, la densification de leurs échanges économiques. Cet engagement à avancer ensemble a été réaffirmé, par le président Abdelmadjid Tebboune et son invité du jour, à l'issue d'une journée chargée d'activités : entretiens, présidence des travaux de la Haute Commission bilatérale algéro-sud-africaine de coopération, et surtout une intervention historique de Cyril Ramaphosa devant le Parlement algérien, réuni en session extraordinaire. En somme, les relations historiques entre l'Algérie et l'Afrique du Sud ont amorcé, ces dernières années, une nouvelle ère grâce à la volonté des dirigeants des deux pays de renforcer les liens de fraternité et d'amitié les unissant depuis les années 1950 et de les porter vers des horizons plus vastes en s'appuyant

sur des bases solides pour une coopération bilatérale prometteuse.

Une exposition du «made in algeria» à Johannesburg début 2025

C'est ainsi que dans le cadre du renforcement des relations économiques, et à l'issue des travaux du forum économique Algéro-sud-africain se sont clôturés, jeudi soir à Alger, par un accord sur l'organisation d'une exposition des produits algériens au cours du premier trimestre 2025 à Johannesburg, ainsi que l'adoption d'une stratégie commune pour promouvoir les échanges commerciaux et les partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays. Les deux parties algérienne et sud-africaine ont également convenu de participer aux rencontres et manifestations économiques et d'investissement organisées dans les deux pays, tels que la Foire internationale d'Alger (FIA), et la quatrième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue en Algérie du 4 au 10 septembre 2025. Selon le communiqué sanctionnant les travaux de ce forum organisé en marge des tra-

voux de la septième session de la Grande Commission mixte de coopération algéro-sud-africaine, la deuxième édition du Forum économique algéro-sud-africain se tiendra l'année prochaine à Johannesburg, et sera marquée par la tenue d'une réunion du conseil d'affaires conjoint.

A ce propos, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a présenté les avantages de l'investissement en Algérie, tandis que la partie sud-africaine a donné un aperçu sur les opportunités d'investissement en Afrique du Sud.

Zlecaf : une opportunité pour renforcer la coopération bilatérale

D'ailleurs ces accords et mémorandums sont un excellent tremplin pour faire connaître le produit algérien. Et en ce sens, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a affirmé, jeudi à Alger, que l'adhésion de l'Algérie et de l'Afrique du Sud à l'initiative de commerce guidé de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) représente une opportunité pour renforcer la coopération bilatérale. Celui-ci estime qu'en tissant des liens solides entre les entreprises africaines, nous pouvons non seulement renforcer notre présence sur les marchés régionaux, mais aussi rivaliser sur la scène internationale, ajoutant que les entreprises algériennes sont prêtes à collaborer pleinement avec leurs homologues sud-africaines.

M. Moula a mis en avant l'importance des réformes économiques en cours en Algérie, notamment à travers la nouvelle loi sur l'investissement et la promotion de la numérisation.

Ces réformes, ont permis d'enregistrer près de 10.500 projets d'investissement via

l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). L'intervenant a également indiqué que ces réformes ont levé toutes les contraintes entravant les activités des entreprises et des investisseurs, soulignant que les efforts de l'Algérie pour diversifier son économie lui confèrent de nombreux avantages qui complètent ses atouts naturels et géographiques. M. Moula a exprimé sa volonté de travailler avec les opérateurs économiques sud-africains afin de capitaliser sur ces potentialités et de les développer, se déclarant confiant que les rencontres bilatérales entre les opérateurs économiques des deux pays seront fructueuses et permettront, selon lui, de conclure des partenariats commerciaux et économiques. L'Algérie et l'Afrique du sud entendent consolider plus des liens solides établis. Le Président Tebboune avait également réaffirmé, dans son message de félicitations à l'occasion de la réélection du président de la République pour un second mandat, « sa volonté de promouvoir et de renforcer davantage les relations bilatérales au service des questions d'intérêt commun sur des bases solides ». Pour rappel, les deux pays ont signé, en août 2023, un mémorandum d'entente entre les Chambres de commerce et d'industrie algérienne et sud-africaine visant à créer un conseil d'affaires commun.

L'Algérie a procédé, la même année, à l'ouverture d'une ligne directe vers l'Afrique du Sud, en vue de renforcer les relations stratégiques entre les deux pays, et ce, par décision du président de la République, qui a également décidé de baptiser le nouveau stade de Baraki du nom de Nelson Mandela, un geste symbolique qui a été salué par le peuple sud-africain, comme l'a confirmé le petit-fils du défunt leader, Zwelivelile Mandela, qui a visité l'Algérie à plusieurs occasions.

MARCHÉ FINANCIER La BDL bientôt en bourse

Le Conseil des participations de l'État (CPE) a donné son feu vert pour l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL). En effet, cette banque publique, qui a achevé son évaluation financière, s'apprête à mettre en vente 30 % de ses actions via un appel public à l'épargne. Cette décision a été annoncée dans le communiqué sanctionnant la réunion du CPE présidée mercredi dernier par le Premier ministre, Nadir Larbaoui. « Au cours de cette réunion, le CPE a donné son accord pour une ouverture partielle du capital de la Banque de développement local (BDL) à hauteur de 30 % en vue de son introduction en Bourse d'Alger pour souscription publique », lit-on dans le communiqué. L'introduction en Bourse de la BDL s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation des banques publiques, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant notamment à diversifier les sources de financement de l'économie et à intégrer davantage de capitaux informels au sein du système bancaire. Cette initiative suit le succès enregistré début 2024 par le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), qui avait levé 112 milliards de dinars, dont plus du quart provenait de fonds non bancarisés. L'opération avait permis à de nombreux particuliers de participer pour la première fois à des placements financiers, captant plus de 76 milliards de dinars auprès de cette catégorie.

S. R.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Présentation de la première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle

Synthèse R. E.

La première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle a été présentée, samedi à Alger, lors d'une rencontre organisée dans le cadre de la 3e édition de la Conférence africaine des startups, sous la supervision du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. A cette occasion, M. Ouadah a mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie dans ce domaine, citant notamment la création de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), ainsi que l'installation du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle, chargé de l'élaboration de la première version de cette Stratégie nationale. Le ministre a également souligné l'importance de mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles pour accompagner ce "domaine sensible", précisant que ce projet ambitieux constitue "seulement un début" impliquant tous les secteurs et visant à positionner l'Algérie sur la voie des nations avancées dans cette technologie stratégique. Lors de cette rencontre à laquelle ont assisté des membres

du Gouvernement et des ministres africains, le président du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle, le professeur Merouane Debbah a présenté la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle, suivie des interventions d'experts et de spécialistes sur le sujet. Selon le professeur Debbah, la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle s'articule autour de plusieurs axes, notamment la recherche, le développement des compétences, l'accompagnement des startups, la mise en place de centres de données, ainsi que l'identification des secteurs prioritaires tels que la sécurité, l'agriculture, l'industrie et la santé. Par ailleurs, l'exposition organisée en marge de la 3e édition de la Conférence africaine des startups, qui se déroule à Alger, connaît une intense activité pour les entreprises participantes, dont certaines ont réussi à conclure des partenariats internationaux et d'autres s'emploient à réaliser cet objectif avant la fin de l'évènement. L'exposition a été ponctuée par une forte affluence des entrepreneurs dans les espaces réservés à la présentation des projets et aux rencontres bilatérales entre exposants, ce qui a permis aux entreprises de promouvoir leurs projets et de chercher à étendre leurs activités à l'in-

ternational. Dans des déclarations à l'APS, plusieurs exposants ont affirmé que la principale motivation de leur participation au rendez-vous d'Alger était de décrocher des contrats de partenariat afin d'exporter leurs services au-delà des frontières de leurs pays respectifs.

A ce titre, un gérant d'une startup kenyane spécialisée dans les énergies renouvelables a affirmé que son entreprise "qui commence à enregistrer des succès dans son pays, aspire à s'étendre aux pays voisins et à nouer divers partenariats", soulignant que la participation de la délégation kenyane à cet événement a été "très bénéfique". De son côté, un gérant d'une startup rwandaise spécialisée dans la conception 3D basée sur la réalité virtuelle pour les jeux électroniques et les annonces, a indiqué que bien que son entreprise collabore déjà avec des clients au Canada et aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux, la participation à cette conférence constitue "une étape importante ouvrant la voie à de nouveaux partenariats". Il a ajouté que le marché algérien offre de nombreuses opportunités de coopération et que d'autres pays africains représentent un espace favorable pour étendre l'activité.

DEUXIÈME ÉDITION DES DZAIR CREATIVE AD AWARDS

Une célébration de la créativité algérienne

Les Dzair Creative Ad Awards marquent un nouveau jalon dans le paysage créatif algérien en organisant une deuxième édition le 13 décembre 2025 à la salle Dar Errais Sidi Fredj. Forte du succès de la première édition, cette nouvelle compétition s'étend à de nouvelles catégories, offrant ainsi une plateforme plus large pour mettre en valeur l'expertise et l'innovation des agences de communication en Algérie. La première édition des Dzair Creative Ad Awards a démontré l'intérêt de la scène créative algérienne. Avec plus de 25 agences participantes et plus de 75 campagnes évaluées par un public de plus de 4 000 votants, cet événement a mis en lumière le talent et l'innovation des professionnels de la communication. La cérémonie de remise des prix, à laquelle ont assisté 200 personnalités du secteur, a marqué l'apogée de cette première édition et a consacré l'Agence de l'Année. Cette deuxième édition des Dzair Creative Ad Awards représentera un événement majeur dans le domaine de la publicité en Algérie. Avec une participation en hausse et l'introduction de nouvelles catégories, cet événement promet d'être encore plus impactant que la première édition. De plus, l'ajout du Challenge Créatif met en lumière l'importance de la créativité dans l'industrie publicitaire algérienne, offrant une plateforme pour les talents locaux. Un partenariat qui renforce la vision des Awards, SAA (Société Algérienne des Assurances), en tant que sponsor officiel pour la deuxième année consécutive. Ce partenariat illustre l'engagement de SAA envers la promotion de la créativité et de l'excellence dans le secteur publicitaire algérien. La cérémonie de remise des prix, prévue le 13 décembre 2025, sera l'apothéose de cet événement. Elle réunira les esprits les plus brillants du secteur pour célébrer l'excellence, la créativité et l'innovation. Ce moment de partage et de convivialité promet de marquer durablement l'industrie publicitaire algérienne.

LIMITATION DU PHÉNOMÈNE DE SURCHARGE DES CAMIONS

De nouvelles mesures en préparation

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, prépare de nouvelles mesures visant à limiter le phénomène de surcharge des camions, qui entraîne la dégradation des routes, a affirmé le ministre du secteur, Lakhdar Rekhroukh. Lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, et présidée par Ahmed Kherchi, vice-président du Conseil, M. Rekhroukh a précisé que les résultats de contrôle sur le terrain ont montré une aggravation de ce phénomène, ce qui nécessite la prise de mesures supplémentaires, qui sont actuellement en cours d'examen. «Nous œuvrons à lancer des projets de

dédoublement de voies à grande échelle, en fonction de la disponibilité des fonds nécessaires à cet effet. Mais, en attendant la réalisation de ces projets, il est impératif de préserver le réseau routier en respectant la limite de la charge autorisée», a-t-il ajouté. Le réseau routier national qui s'étend sur 144.000 km, le plus grand en Afrique, nécessite une maintenance constante et une extension continue parallèlement à l'augmentation du nombre de véhicules dans le pays, selon le ministre. Répondant sur une question relative à l'autoroute contournant le quatrième tronçon reliant les wilayas de Bordj Bou Arreridj et de Ain Defla, sur

une distance de 265 km, le ministre a indiqué que l'étude technique du projet a été complètement finalisée et que les travaux sont actuellement en cours sur le premier tronçon sur une distance de 67 km, entre Khemis Miliana (Ain Defla) et l'échangeur de Berrouaghia (Médéa). Quant au reste du projet (Berrouaghia-Bordj Bou Arreridj), sur une distance de 198 km, il nécessite un montant total de 430 milliards de dinars, selon le ministre, qui a affirmé qu'en attendant la mobilisation des fonds nécessaires, le ministère prévoit des opérations de réaménagement des axes routiers parallèles pour absorber l'augmentation du trafic.

TRAITEMENT DU CANCER

Les efforts de l'Etat mis en avant

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a mis en avant, jeudi à Alger, les efforts de l'Etat pour fournir des structures de santé spécialisées dans le traitement du cancer, dotées des staffs médicaux et des équipements nécessaires. Lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, le ministre a souligné que le Centre anti-cancer (CAC) de la wilaya de Djelfa est doté de tout le matériel médical nécessaire, comme les appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM), les scanners et d'équipements de médecine nucléaire. Le ministre a rappelé que l'établissement hospitalier compte également un staff médical composé de médecins radiologues, oncologues et chirurgiens, soulignant que "2772 consultations ont été effectuées depuis janvier 2024 et 376 patients ont bénéficié d'un traitement par chimiothérapie". En réponse à

une question concernant la prise en charge des patients atteints de cancer dans les wilayas d'Illizi et de Djanet, le ministre a précisé qu'à Illizi, deux salles de soins dédiées à la chimiothérapie sont disponibles, en plus d'une équipe médicale spécialisée dans ce domaine. Répondant à une question sur la prise en charge des cancéreux au niveau des wilayas de Djanet et Illizi, le ministre a souligné que la wilaya d'Illizi comptait deux salles de soins consacrées à la chimiothérapie, en plus d'un personnel médical spécialisé dans ce domaine. En ce qui concerne la wilaya de Djanet, le ministre a annoncé qu'une unité spécialisée en oncologie est prévue au niveau de "l'hôpital 120 lits" actuellement en cours de réalisation. Par ailleurs, des travaux de réaménagement ont été lancés dans l'établissement public hospitalier de "60 lits" de la même wilaya, en prévision de la création d'une unité dédiée à l'oncologie.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

مرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 04 décembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	72	84	60	البطاطا
	Tomate	75	82	68	الطماطم
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف
	Ail sec	451	515	387	الثوم الجاف
	Carotte	71	83	60	الجزر
	Navet	82	93	71	لفت
	Choux fleur	68	77	59	قرنبيط
	Choux	84	103	65	الكرونب
	Courgette	124	138	110	الكوسة
	Haricot vert	148	166	131	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	90	103	77	الفنس
	Clémentine	167	202	131	الكليمونتين
	Orange	155	192	119	البرتقال
	Citron	144	163	125	الليمون
	Pomme locale	361	471	252	التفاح المحلي
	Datte	493	621	366	التمر
	Grenade	151	177	125	الرمان
Produits d'origine animale	Banane	442	456	427	الموز
	Viande bovine locale	1768	1895	1642	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	414	427	400	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	-0,18	-0,67	8,20	7,06	312	132 600,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2350,00	+1,29	1,65	2,14	7,05	7,66	62	145 700,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 258,00	2240,00	-0,80	-1,18	-1,98	11,78	5,58	400	896 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,61	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,60	2,03	-	0	0,00

OPEP+

Prolongation des réductions de production jusqu’à fin 2026

Face à une conjoncture économique mondiale incertaine, marquée par une faible croissance et des perspectives fluctuantes, l’OPEP+ a décidé de prolonger ses efforts pour stabiliser le marché pétrolier. Lors de leur 57e réunion, les pays membres de l’OPEP et leurs alliés ont convenu de prolonger les réductions de production jusqu’à la fin 2026, tout en maintenant des ajustements volontaires pour certains pays jusqu’au premier trimestre 2025. Ces décisions visent à répondre aux défis actuels du marché, en équilibrant l’offre et la demande de pétrole, tout en surveillant de près les évolutions économiques mondiales.

Par Mourad A.

Dans le cadre de cette prolongation, huit pays ont pris une décision majeure : réduire volontairement leur production de 2,2 millions de barils par jour jusqu’à la fin du premier trimestre de 2025. Ces choix ont été faits lors de la 38e réunion ministérielle du groupe OPEP+, tenue par visioconférence, avec la participation de responsables de haut niveau, dont Mohamed Arkab, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, ainsi que des représentants de Sonatrach et de l’Agence nationale de la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT). Les discussions ont porté sur l’état actuel du marché pétrolier mondial et ses pers-

pectives à court et moyen termes. L’un des points majeurs a été la décision de prolonger les réductions de production pour tous les pays de l’OPEP+ jusqu’à fin 2026, tout en prolongeant la période de compensation des excédents de production jusqu’à la mi-2026. Cette mesure vise à maintenir un équilibre sur le marché mondial du pétrole, face à l’incertitude économique et à la demande modérée. « La décision des huit pays de l’OPEP+ de prolonger leurs réductions volontaires de production est sage et responsable. Elle vise à stabiliser le marché mondial du pétrole. La demande mondiale reste relativement faible, l’approvisionnement est suffisant et les stocks commerciaux de pétrole demeurent élevés. Les ministres de l’OPEP+ continueront de maintenir un

contact permanent et de surveiller de près l’évolution du marché pétrolier », a déclaré Mohamed Arkab. En parallèle, lors d’une réunion de coordination à distance, les ministres des huit pays concernés (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Irak, Kazakhstan, Koweït, Russie et Sultanat d’Oman) ont confirmé la prolongation de leurs réductions volontaires de production jusqu’à mars 2025. De plus, ces pays ont convenu d’entamer une augmentation progressive de leur production à partir d’avril 2025, s’étalant sur 18 mois, jusqu’en septembre 2026. Cette hausse se fera tout en respectant les engagements de réduction de 1,6 million de barils par jour, décidés en avril 2023. Mohamed Arkab a réaffirmé que cette dé-

cision vise à stabiliser le marché mondial du pétrole dans un contexte économique mondial marqué par des incertitudes persistantes. Il a expliqué que la faible croissance dans certaines régions, les résultats décevants des pays émergents et l’absence de reprise durable en Chine contribuent à un climat d’instabilité. Par ailleurs, il a rappelé que la demande mondiale de pétrole reste faible, tandis que les stocks commerciaux restent élevés, malgré un marché globalement bien approvisionné. Dans les mois à venir, les ministres de l’OPEP+ continueront de surveiller de près l’évolution du marché et de maintenir un contact permanent pour ajuster leurs décisions en fonction des développements économiques mondiaux.

IMPORTATION DE MAÏS

900 millions de dollars consacrés annuellement

Par M A/Agence.

Les importations de maïs de l’Algérie devraient atteindre un niveau record de 5 millions de tonnes en 2024/2025, bien au-delà de la moyenne annuelle de 4 millions de tonnes observée depuis 2020. Avec ce volume, l’Algérie se classe parmi les neuf premiers importateurs mondiaux de maïs et reste le deuxième plus grand importateur en Afrique, juste derrière l’Égypte, selon les dernières prévisions du Département américain de l’agriculture (USDA). Cette augmentation des importations est principalement due à la demande croissante de l’industrie avicole, mais aussi aux besoins

des filières bovine et laitière. La facture des achats de maïs s’élève à environ 900 millions de dollars par an, un coût élevé dans un contexte où la production locale reste marginale. L’industrie de l’alimentation animale en Algérie soutient ainsi une demande croissante pour le maïs, faisant de cette céréale un pilier essentiel de l’économie agricole du pays. Bien que le maïs ne soit pas directement destiné à l’alimentation humaine, il joue un rôle clé dans le secteur de l’alimentation animale. La culture de maïs grain, bien qu’identifiée comme stratégique par les autorités, peine encore à se développer de manière significative. En effet, la majorité du

maïs produit localement est du maïs d’ensilage, destiné principalement à l’alimentation du bétail. Dans la région d’El Menia, au sud du pays, 92 % des 163 000 tonnes de maïs produites en 2021 étaient destinées à l’ensilage, attirant ainsi les investisseurs en raison de la rentabilité plus élevée de ce type de culture. Cependant, les autorités algériennes ont récemment mis en place une série de mesures pour encourager la production de maïs grain, incluant la mise en valeur de 220 000 hectares dans les wilayas du sud d’ici 2028. Par ailleurs, le prix d’achat du quintal de maïs a été réévalué, passant de 4 500 dinars (33,7 \$) à 5 000 dinars (37,4 \$) afin de stimuler l’offre lo-

cale. Dans l’intervalle, l’Algérie demeure fortement dépendante des importations, en particulier en provenance du Brésil et de l’Argentine, les principaux fournisseurs de maïs du pays. Ces deux pays sud-américains ont dominé les exportations vers l’Algérie au cours des cinq dernières années, représentant à eux seuls 87 % des livraisons. En 2022/2023, l’Argentine a envoyé 2,3 millions de tonnes de maïs, tandis que le Brésil a exporté 1,2 million de tonnes. Malgré cette dépendance, les perspectives d’approvisionnement sont plutôt favorables pour 2024/2025, avec des stocks abondants attendus en Argentine et au Brésil. Cette situation devrait permettre à

l’Algérie de bénéficier de prix plus compétitifs pour ses achats. Par exemple, les prix à l’exportation de la tonne de maïs en provenance d’Argentine et du Brésil ont chuté par rapport à l’année précédente, atteignant respectivement 208 \$ et 219 \$ en novembre 2024, contre environ 300 \$ en 2023. Ainsi, bien que l’Algérie cherche à renforcer sa production nationale, son industrie avicole et alimentaire continue de s’appuyer sur les importations de maïs en provenance de ces grandes puissances agricoles. Cependant, les autorités espèrent que les mesures prises à moyen terme permettront de réduire cette dépendance et de stimuler la production locale.

DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE, CONSTRUCTION NAVALE ET PROTECTION SOCIALE

Les priorités du plan d’action de la Pêche en 2025

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé, jeudi dernier à Alger, que l’exploitation optimale des bassins aquacoles figure parmi les priorités du plan d’action du secteur de la pêche pour 2025, aux côtés de la construction et la réparation navales et la généralisation de la protection sociale des professionnels. Cette déclaration a été faite lors d’une rencontre nationale de coordination présidée par M. Cherfa, tenue en présence de directeurs de wilayas de la pêche et de l’aquaculture, de cadres centraux du secteur, de directeurs d’établissements et d’organismes sous tutelle et de professionnels. Lors de cette réunion, la première après l’intégration du secteur de la pêche au ministère de l’Agriculture et du Développement rural, le ministre a souligné la nécessité de raffermir la relation avec les services agricoles pour élaborer une feuille de route axée sur l’exploitation optimale des bassins aquacoles et sur l’encouragement et l’accompa-

gnement des agriculteurs à la réalisation des projets d’investissement dans la production de poissons d’eau douce. "L’expérience a prouvé que l’aquaculture est une filière dont le secteur a acquis les compétences nécessaires et il est impératif de valoriser cet atout pour augmenter la production", a ajouté le ministre, relevant que cette production aquacole contribuera de manière significative à réguler le marché du poisson, notamment à travers la production de la tilapia et de la daurade, des espèces largement consommées. Le ministre a, par ailleurs, rappelé les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l’ouverture des banques à tous ceux désirant investir dans le secteur agricole, en vue d’augmenter la production et de stabiliser le marché, soulignant que des accords de coopération seront signés avec des établissements financiers, dont la Banque de l’agriculture et du développement rural (BADR), pour accompagner les investisseurs. M. Cherfa a

souligné la nécessité de soutenir les chantiers de construction et de réparation navale dans le cadre du plan d’action des directions de wilayas du secteur pour 2025, rappelant à cet égard, que des espaces au sein des ports de pêche ont été alloués pour appuyer cette filière et que des décisions ont été prises pour répondre aux préoccupations des professionnels, notamment l’autorisation d’importer des navires et des moteurs d’occasion de moins de cinq ans. Le ministre a également évoqué l’importance de la généralisation de la protection sociale, appelant les partenaires sociaux et les présidents des Chambres de la Pêche à renforcer leur coopération à cet effet. Dans le même contexte, il a mis en avant "l’intérêt majeur" accordé par le secteur aux professionnels, en œuvrant à améliorer leurs conditions de travail au sein des ports et à prendre en charge leurs préoccupations. En janvier prochain, des contrats d’engagement seront signés entre la Direction générale du développement de

la production halieutique, relevant du ministère, d’une part, et les Directions de wilayas et les Chambres de pêche d’autre part. Ces contrats définiront les plans d’action et les objectifs à réaliser par chaque direction, a ajouté le ministre. Le ministère œuvrera à adopter les contrats de performance comme méthode de gestion pour ses directions de wilayas, afin d’atteindre les objectifs tracés au titre de sa stratégie 2025-2027, selon M. Cherfa, qui a affirmé que les contrats de performance serviront de "plans d’action pour les directions de wilayas, détaillant les objectifs réalisables pour chaque direction". Cette rencontre de coordination été marquée par des interventions de directeurs locaux et centraux, ainsi que de professionnels du secteur, portant notamment sur les dossiers relatifs à la réparation navale, la pension de retraite des pêcheurs et des droits d’accès des pêcheurs algériens aux eaux territoriales mauritaniennes.

R E.

EL-MENIAA

Elaboration d'une fiche technique pour accompagner les opérateurs agricoles

Une fiche technique globale pour répondre aux besoins relevés au niveau des grandes exploitations agricoles dans la wilaya d'El-Meniaâ a été élaborée, et ce, dans le cadre des efforts mobilisés pour accompagner les opérateurs agricoles, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Résultat de plusieurs séances de travail ayant regroupé les autorités locales avec les représentants des Services agricoles, des Travaux publics, de l'Energie, de la Poste et des Télécommunications et de la Sonelgaz, cette fiche vise à identifier les différentes préoccupations des opérateurs agricoles, concernant notamment l'ouverture de pistes d'accès, l'électrification et la couverture des réseaux de télécommunications, a indiqué le Secrétaire général de la wilaya, Bachir Menoune. La concrétisation de ces opérations contribuera au développement du secteur agricole, notamment l'extension par les opérateurs de leurs projets et l'amélioration des rendements agricoles durant les prochaines saisons, a-t-il ajouté. Notant que cette fiche technique permettra de répondre efficacement aux besoins des opérateurs agricoles, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek, a assuré de son côté que les services de la wilaya s'emploient à relancer le secteur agricole, à travers la réalisation d'opérations nécessaires, en termes d'infrastructures, d'électrification, de pistes d'accès agricoles et d'amélioration des services de télécommunications en vue de booster les divers segments agricoles.

TISSEMSILT

Neuf lots de terrain du foncier industriel non exploités récupérés

La direction de l'Industrie de la wilaya de Tissemsilt a récupéré 9 lots de terrain relevant du foncier industriel non exploités, à travers le territoire de la wilaya, a déclaré, jeudi, le directeur intérimaire de l'Industrie, M. Hocine Chaker. M. Chaker a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel dans la wilaya. La superficie totale des assiettes foncières récupérées, depuis le début de cette opération engagée par les services compétents, l'année dernière à ce jour, s'élève à 12,9 hectares, a-t-il fait savoir. Selon le même responsable, plusieurs mesures juridiques ont été prises pour récupérer ces terrains, notamment des mises en demeure et des poursuites judiciaires à l'encontre des investisseurs n'ayant pas fait preuve de sérieux en obtenant des assiettes foncières dans le cadre de projets d'investissement, sans toutefois concrétiser leurs projets sur le terrain. Les lots de terrains récupérés seront intégrés à la plateforme numérique du secteur pour être attribués à des "investisseurs sérieux", afin de lancer des projets d'investissement, a-t-il indiqué. Le responsable a, d'autre part, fait état de l'achèvement des travaux d'aménagement des zones d'activités dans les communes de Tissemsilt et de Khe-misti. Ces aménagement, supervisés par la direction de l'Urbanisme de la wilaya, devront de nouveaux investisseurs dans cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-Ouest, a-t-il ajouté.

BEJAIA

Une production de plus 13 millions de litres d'huile d'olive attendue

Une production de pas moins de 13 millions de litres d'huile d'olive est attendue à la fin de la campagne oléicole en cours dans la wilaya de Bejaia, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DAS) communiquées lundi.

Les prévisions de la production de l'huile d'olive ont été revues à la hausse par rapport à celles annoncées à la veille du lancement de la campagne et qui étaient établies à environ 12 millions de litres, a indiqué la même source à l'APS. Cette révision a été faite sur la base des rendements prometteurs constatés dans la région orientale de la wilaya, réputée pourtant ne pas être un bassin à haute performance, est-il précisé. Sur une superficie de 8723 ha, il a été collecté près 111.000 quintaux d'olives dont 480 quintaux d'olives de table et 110.456 d'olives à huile, a relevé la même source, soulignant que la trituration d'une partie de cette production, soit 37.189 quintaux, a donné lieu à une jauge de 7.132 litres, représentant un

rendement de 19,18 litres par quintal. Un résultat "hautement apprécié", a estimé la DAS, rappelant que la saison dernière a affiché des résultats bien modestes, parfois ne dépassant pas les six (6) litres par quintal dans plusieurs vergers situés dans cette région orientale. Aussi, l'entrée en production ces jours-ci des vergers de la Soummam, à l'ouest de Bejaia, considérés comme la cuve oléicole majeure de la wilaya, notamment les régions de Sidi-Aich, Seddouk, Akbou, Ighil Ali et Tazmalt, laisse présager des cueillettes amples et des rendements qui le sont tout autant, a-t-on fait remarquer. Alors que la cueillette se poursuit et s'étendra jusqu'à janvier 2025, certains producteurs et transformateurs font cas d'ores et déjà de niveaux de productions assez éle-

vés, ayant atteints de façon inattendue par endroit pas moins de 25 litres par quintal. La raison en est que, après avoir souffert des effets de la sécheresse durant plusieurs mois, les vergers se sont ragail-lardis grâce aux chutes de pluies du mois de septembre, arrivées à un moment opportun pour gorger l'olive d'eau et annihiler son apparence chétive, source d'un souci général pour les cultivateurs. Avec un verger de 5,1 millions d'oliviers sur une superficie de 52.000 hectares, Bejaia est le premier bassin oléicole national. Son état impacte de façon décisive la disponibilité de l'olive et de l'huile et partant leurs prix sur le marché, selon les spécialistes du secteur. Bejaia dispose de 400 huileries pour triturer sa dizaine de variétés d'olives, rappelle-t-on.

ORAN

L'université d'Oran 1 décroche un quatrième label pour un projet innovant

L'université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" a obtenu un label pour un projet innovant attribué par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, a-t-on appris de cet établissement d'enseignement supérieur. Il s'agit d'un nouveau projet intitulé "Aalimni" (informe-moi), développé par un étudiant de la faculté des sciences humaines et des sciences islamiques de l'Université d'Oran 1. Ce projet figure parmi les initiatives distinguées ayant reçu le label de "Projet innovant" dans le cadre du décret ministériel 12-75 relatif au programme "Diplôme-Startup/Diplôme-Projet innovant", a indiqué

le professeur Hassan Omar Rouane, directeur de l'incubateur de l'université. Le projet "Aalimni" propose une application et une plateforme numérique visant à faciliter la communication entre les journalistes et les responsables de communication, a-t-il expliqué. Cette solution numérique contribue à économiser du temps et des efforts grâce à des outils permettant aux professionnels des médias d'accéder rapidement et de manière organisée aux informations, a expliqué la même source. Deux autres projets parmi les trois précédemment labellisés par l'université ont été créés par des étudiants de l'Institut des sciences et

des technologies appliquées. Le premier, intitulé "Smart CNC", est un dispositif compact de commande numérique intégré, conçu pour des opérations de fabrication précises sur divers matériaux comme le bois, le verre, le plastique et le cuivre. Le deuxième, "Focus CNC", est une machine laser CNC qui allie haute performance et coût abordable, offrant des usages polyvalents pour la gravure et la découpe laser sur différents matériaux, notamment le bois et le cuir, a-t-on ajouté de même source. Le troisième projet, intitulé "Mirai Solution", a été élaboré par deux chercheurs du département de pharmacie. Il vise à

améliorer l'efficacité des nanoparticules pour protéger les patients et réduire les inflammations causées par la thrombose. Ces projets innovants, ayant obtenu un label, s'inscrivent dans le cadre des projets de fin d'études de l'année universitaire précédente (2023-2024). Selon la même source, les inscriptions à l'incubateur pour cette année universitaire sont en cours. Depuis le début de l'année, l'incubateur a enregistré 100 inscriptions d'étudiants souhaitant bénéficier d'un accompagnement dans le cadre du décret ministériel 12-75, a indiqué le professeur Rouane, ajoutant que les inscriptions restent ouvertes.

GHARDAÏA

Consolidation de la gouvernance financière en entreprises, thème d'un symposium

Un symposium national sur "La stratégie de développement et de consolidation de la gouvernance financière dans les entreprises économiques" a été organisé jeudi à Ghardaïa, à l'initiative du laboratoire scientifiques des études appliquées en régulation des orientations financières contemporaines. La rencontre, tenue à la faculté des sciences économiques et commerciales et sciences de gestion de l'université de Ghardaïa, a permis aux participants, experts, universitaires et professionnels, de braquer la lumière sur la gouvernance financière et ses plans de gestion au diapason de l'essor technologique et financier de par le monde, en sus de l'ancrage de la culture d'innovation financière et économique dans le milieu universitaire algérien. Dans son intervention, le président du symposium, Brahim Douar, a indiqué que cette

rencontre académique repose sur l'étude analytique du rôle de la bonne gouvernance financière dans la performance des entités économiques au service de l'économie nationale. Et de poursuivre : la gouvernance financière est un exercice renouvelé, selon l'évolution des termes et notions économiques, soubassement de la gestion des entreprises économiques, elle-même riche en dispositifs et règles, dont la transparence et la clarté, source de confiance entre opérateurs et chefs d'entreprises. Selon l'intervenant, cette gouvernance permet d'éviter les dépassements financiers causés par certaines entreprises économiques et commerciales, et de monter une entreprise forte et efficiente, capable de se placer à la hauteur des variables des systèmes financiers et économiques à l'ère des mutations technologiques. Pour sa part, l'expert international en régu-

lation bancaire et financière, Pr. Saci Idir, a affirmé que cette rencontre est appelée à mettre en avant le rôle de la bonne gouvernance financière en termes d'encouragement de l'investissement multisectoriel, à inciter les étudiants à investir le monde de la gestion financière, et à faire face aux défis rencontrés au sein des entreprises économiques à l'ère du développement technologique. Le président du laboratoire des études appliquées, Abdellatif Ouled-Haimouda, a indiqué que l'organisation de cette rencontre intervient en application des décisions et réformes économiques et financière prônées par l'Etat et prévoyant notamment la mise en place de la Haute autorité de la transparence, de la prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que la préservation des devises pour une bonne gouvernance financière et la relance de l'économie nationale.

468 millions d'enfants sont en grave souffrance dans le monde à cause des conflits armés

Entre 2005 et 2023, plus de 347 000 violations graves à l'encontre d'enfants ont été constatées dans plus de 30 zones de conflit. Une femme palestinienne déplacée se tient avec ses enfants à côté des décombres de bâtiments détruits sur la route principale Salah al-Din dans l'est de la ville de Gaza après avoir été forcée de fuir les opérations militaires israéliennes à Beit Lahia dans le nord de Gaza, en Palestine, le 22 octobre 2024.

2^e partie et fin

Par Nick Turse (*)

Plus de 10 millions d'enfants soudanais, soit 50 % des enfants du pays, se sont trouvés à moins de cinq kilomètres des lignes de front du conflit à un moment ou à un autre au cours de l'année écoulée. Selon Save the Children, il s'agit du taux d'exposition le plus élevé au monde. En outre, l'année dernière, les violations graves des droits des enfants soudanais ont été multipliées par cinq par rapport à 2022.

Syrie

Plus de trente mille deux cents enfants ont été tués depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, selon le Réseau syrien pour les droits de l'homme. Cinq mille deux cents autres enfants ont disparu de force ou sont en état d'arrestation. Bien que peu remarquée, la Syrie reste la plus grande crise de réfugiés au monde. Plus de 14 millions de Syriens ont été contraints de quitter leur foyer. On estime que plus de 7,2 millions d'entre eux sont aujourd'hui déplacés à l'intérieur du pays, où neuf personnes sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté. Depuis 2011, toute une génération d'enfants vit sous la menace constante de la violence et de traumatismes émotionnels. C'est la seule vie qu'ils aient jamais connue. « Les services se sont déjà effondrés après 14 ans de conflit », a déclaré le mois dernier Rasha Muhrez, directrice de la réponse de Save the Children en Syrie. « La crise humanitaire en Syrie atteint un niveau record. Plus des deux tiers de la population syrienne, dont environ 7,5 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire. Près de la moitié des 5,5 millions d'enfants en âge d'être scolarisés (2,4 millions âgés de 5 à 17 ans) ne vont toujours pas à l'école, selon l'UNICEF. Environ 7 000 écoles ont été détruites ou endommagées. Récemment, Human Rights Watch a tiré la sonnette d'alarme concernant le recrutement d'enfants, « apparemment en vue d'un éventuel transfert vers des groupes armés », par une organisation de jeunes affiliée à l'Administration autonome pour le nord et l'est de la Syrie, dirigée par les Kurdes, et aux Forces démocratiques syriennes dirigées par les Kurdes et soutenues par les États-Unis, sa branche militaire.

Ukraine

Le nombre d'enfants victimes en Ukraine a augmenté de près de 40 % au cours du premier semestre de cette année, ce qui porte à environ 2 200 le nombre total d'enfants tués ou blessés en près de 900 jours de guerre dans ce pays, selon Save the Children. « Cette année, la violence s'est inten-



sifiée avec une nouvelle intensité, les missiles, les drones et les bombes provoquant une augmentation alarmante du nombre d'enfants blessés ou tués dans des explosions en plein jour », a déclaré Stéphane Moissaing, directeur national adjoint de Save the Children en Ukraine. « La souffrance des familles ne s'arrêtera pas tant que des armes explosives seront utilisées dans les villes et villages peuplés d'Ukraine. » Il y a déjà 2,9 millions d'enfants ukrainiens qui ont besoin d'aide, et la situation risque de s'aggraver dans les mois à venir. Les attaques répétées de la Russie contre les infrastructures du pays pourraient entraîner des coupures d'électricité pouvant aller jusqu'à 18 heures par jour cet hiver, laissant de nombreux enfants ukrainiens dans le froid et sans accès à des services essentiels. « Le manque d'électricité et toutes ses répercussions cet hiver pourraient avoir un impact dévastateur non seulement sur la santé physique des enfants, mais aussi sur leur bien-être mental et leur éducation », a déclaré Munir Mammadzade, le représentant de l'UNICEF en Ukraine. « La vie des enfants est accaparée par des pensées de survie, pas d'enfance. » L'Ukraine estime également que les autorités russes ont enlevé de force près de 20 000 enfants des territoires occupés depuis l'invasion de février 2022. Une enquête du Financial Times a révélé que des enfants ukrainiens enlevés et emmenés en Russie au début de la guerre ont été proposés à l'adoption sur un site web lié au gouvernement russe. L'un d'entre eux était présenté sous une fausse identité russe. Un autre était présenté sous la forme d'une version russe de son nom ukrainien. L'origine ukrainienne des enfants n'était pas mentionnée.

Afrique de l'Ouest et centrale

Les conflits font rage en République démocratique du Congo (RDC) depuis des décennies. World Vision a qualifié la violence qui y sévit depuis longtemps de « l'une des pires crises de protection de l'en-

fance au monde ». Un rapport des Nations unies sur les enfants et les conflits armés publié en 2023 fait état de 3 377 violations graves commises à l'encontre d'enfants en RDC. Parmi celles-ci, 46 % impliquaient le recrutement d'enfants (dont certains n'avaient que cinq ans) par des groupes armés. Les violences et les tensions intercommunautaires en RDC ont entraîné la fermeture de 1 457 écoles rien que cette année, affectant plus de 500 000 enfants. Et malheureusement, ce pays n'est pas une anomalie. En mai, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a indiqué que plus de 5 700 écoles avaient été fermées au Burkina Faso en raison de l'insécurité, privant ainsi plus de 800 000 enfants de leur éducation. Selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, à la mi-2024, les conflits avaient entraîné la fermeture de plus de 14 300 écoles dans 24 pays africains. Cela représente une augmentation de 1 100 fermetures par rapport à 2023. Les fermetures de 2024 étaient concentrées en Afrique occidentale et centrale, principalement au Burkina Faso, en RDC, au Cameroun, au Tchad, au Nigeria et au Niger. Elles ont touché environ 2,8 millions d'enfants. « L'éducation est en état de siège en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le ciblage délibéré des écoles et le déni systémique de l'éducation en raison des conflits ne sont rien de moins qu'une catastrophe. Chaque jour où un enfant n'est pas scolarisé est un jour volé à son avenir et à celui de sa communauté », a déclaré Hassane Hamadou, directeur régional du Conseil norvégien pour les réfugiés pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. « Nous appelons de toute urgence toutes les parties au conflit à cesser les attaques et l'occupation des écoles et à veiller à ce que l'éducation soit protégée et considérée comme une priorité. »

Pieds d'argile

Cela fait six décennies que Lorraine Schneider a dévoilé au monde son affiche

et sa sagesse pleine de bon sens. Elle a eu raison à chaque fois, dans tous les conflits de la planète. Partout où les enfants (sans parler des autres êtres vivants) ont été exposés à la guerre, ils ont souffert. Des enfants ont été tués et mutilés. Ils ont souffert de retards physiques, psychologiques et éducatifs, ainsi que de blessures émotionnelles. Ils ont subi des blessures, des agressions et des privations. Leurs corps ont été déchirés. Leur esprit (l'architecture littérale de leur cerveau) a été déformé par la guerre. Dans les zones de conflit mentionnées ci-dessus et dans tant d'autres (du Myanmar au Yémen) le monde laisse tomber ses enfants. Ce qu'ils ont perdu ne pourra jamais être « retrouvé ». Les survivants peuvent continuer, mais il n'y a pas de retour en arrière possible. La mère de Schneider, Eva Art, était une sculptrice autodidacte qui a échappé aux pogroms en Ukraine en rejoignant des parents aux États-Unis alors qu'elle était enfant. Selon sa fille Kleven, elle a perdu le contact avec sa famille pendant la Seconde Guerre mondiale et a découvert plus tard que ses proches avaient été tués et que leur shtetl (petite ville juive) avait été entièrement rasé. Pour surmonter son chagrin, Art a fabriqué des figurines en argile représentant les morts de sa ville natale : un garçon et son chien, une femme âgée qui tricote, une mère qui berce un bébé. Aujourd'hui, près de 100 ans après que la jeune Art a été chassée de chez elle par la violence, des enfants continuent de souffrir de la même manière et de se tourner vers l'argile pour trouver du réconfort. Israa Al-Qahwaji, coordinatrice de la santé mentale et du soutien psychosocial pour Save the Children à Gaza, a raconté l'histoire d'un jeune garçon qui a survécu à une frappe aérienne qui a entraîné l'amputation d'une de ses mains, tout en tuant son père et en détruisant sa maison. En état de choc et replié sur lui-même, le garçon était incapable de parler de son traumatisme. Cependant, diverses techniques thérapeutiques lui ont permis de commencer à s'ouvrir, selon Al-Qahwaji. L'enfant a commencé à parler des jeux auxquels il ne pouvait plus jouer et de la manière dont la perte de sa main avait modifié ses relations avec ses amis. Lors d'une séance de thérapie, on lui a demandé de mouler un objet en argile pour représenter un souhait. Avec sa main restante, il a soigneusement façonné une maison. Après avoir terminé l'exercice, il s'est tourné vers le conseiller pour lui poser une question qui a bouleversé Al-Qahwaji. « Maintenant », a demandé le garçon, « allez-vous amener mon père et me rendre ma main ? »

Source : TomDispatch

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises (*) directeur de la rédaction de TomDispatch et membre du Nation Institute. Journaliste d'investigation primé, il a écrit pour le New York Times, le Los Angeles Times et The Nation, et collabore à The Intercept.

ENERGIE

La BAD va co-financer un projet éolien de 1,1 GW en Égypte

En novembre, des sources concordantes indiquaient que la BERD envisageait de financer par emprunt un projet éolien à hauteur de 200 millions USD. Le financement devrait prendre la forme d'une dette de 1er rang. La Banque africaine de développement a annoncé mardi 3 décembre que son Conseil d'Administration a approuvé un prêt d'un montant maximum de 170 millions USD destiné à financer le projet éolien Suez Wind Energy de 1,1 GW en Égypte.

Ce projet s'est vu décerner la « licence d'or » par le gouvernement égyptien, en reconnaissance de son rôle stratégique pour le pays. Il est développé entre autres par le saoudien Acwa Power, et son coût total est estimé à 1,1 milliard USD selon la BAD. « Le projet éolien de Suez est un développement historique qui souligne le leadership de l'Égypte en matière d'énergies renouvelables et l'engagement ferme de la Banque à soutenir des projets transformateurs d'énergie propre à travers le continent », a déclaré Kevin Kariuki, vice-président pour l'électricité, l'énergie, le climat et la croissance verte à la BAD.

Ce financement vient s'ajouter à ceux attendus d'un groupe d'institutions de financement du développement et autres partenaires de l'Égypte. Cela témoigne de l'attractivité du pays en matière de renouvelable à grande échelle. Pour rappel, sur la période 2010-2021, l'Égypte est le 3e pays africain à avoir reçu le plus de financements pour des projets d'énergie renouvelable derrière l'Afrique du Sud 1ère et le Maroc 2e, soit 7,14 milliards USD. Le pays abrite également 21% de la capacité éolienne installée sur le continent, selon le rapport « Solar and wind fuel energysecurity in Africa's green transition » du groupe de recherche international ZeroCarbonAnalytics.

POUR STIMULER L'ÉCONOMIE BLEUE

Le prince héritier saoudien dévoile la stratégie nationale de durabilité de la mer Rouge

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a lancé la stratégie nationale de durabilité de la mer Rouge, une initiative visant à sauvegarder l'environnement marin, à soutenir les communautés locales et à faire progresser la transition du Royaume vers une économie bleue.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la Vision saoudienne 2030 et se rattache aux priorités nationales en matière de recherche, de développement et d'innovation, en particulier dans le domaine de la durabilité environnementale, a rapporté l'agence de presse saoudienne. "Le Royaume d'Arabie saoudite continue d'exploiter son énorme potentiel économique, géographique et culturel, ainsi que ses efforts pionniers en matière de durabilité et de préservation de l'environnement", a déclaré le prince héritier, qui occupe également les fonctions de premier ministre et de président du Conseil des Affaires économiques et du Développement. Il a ajouté: "Grâce à cette stratégie, le Royaume fait de l'économie bleue un pilier fondamental de son économie diversifiée et aspire à ce que la région de la mer Rouge devienne une référence mondiale pour les activités de pointe en matière d'économie bleue, et à ce que le Royaume devienne un leader mondial dans le domaine de la recherche, du développement et de l'innovation en matière d'économie bleue". D'une superficie de 186 000 km2 et dotée d'un littoral de 1 800 km, la région abrite divers écosystèmes marins, dont la quatrième barrière de corail du monde et 6,2 pour cent des récifs coralliens de la planète.

La stratégie présente des mesures visant à protéger ces ressources tout en développant des industries telles que l'écotourisme, la pêche, les énergies renouvelables et le desalement de l'eau. D'ici à 2030, le plan vise à étendre les zones marines et côtières protégées de 3 à 30 pour cent, à porter à 50 pour cent la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique et à créer de nouveaux emplois dans l'économie bleue. Il vise également à protéger les investissements dans le tourisme côtier, qui devraient contribuer à l'économie nationale. La stratégie se concentre sur cinq objectifs principaux: la durabilité environnementale, le développement économique, le développement social, la sûreté et la sécurité, et la gouvernance. Elle comprend 48 initiatives destinées à équilibrer l'activité économique avec la préservation de l'environnement et à relever les défis climatiques, a ajouté la SPA. Le prince héritier a souligné l'engagement du Royaume en faveur d'un avenir durable pour la mer Rouge, ajoutant: "Nous comptons sur la coopération de tous pour protéger notre côte de la mer Rouge ainsi que la nature et les communautés qui en dépendent". Cette initiative reflète les efforts plus larges déployés par l'Arabie saoudite pour intégrer

la durabilité environnementale dans son programme économique tout en développant ses industries marines.

Le projet de la mer Rouge s'aligne sur les objectifs de durabilité de l'Arabie saoudite

Dans une interview accordée à Arab News, John Pagano, PDG de RedSea Global, a souligné que cette stratégie renforce les efforts déjà déployés dans le cadre du projet de la mer Rouge, marquant ainsi une étape importante dans la collaboration intersectorielle le long de la zone saoudienne de la mer Rouge. "La stratégie soutient ce que nous faisons depuis un certain nombre d'années en termes d'habitat, de création d'habitat, de culture de mangroves, de plantation de mangroves, de culture de corail", a déclaré Pagano. Il a ajouté: "Nous avons déjà fait des annonces importantes au cours des années qui ont précédé l'annonce de la NRSSS, en travaillant avec des entreprises telles qu'ACWA Power et EDF pour produire une installation d'énergie renouvelable à 100 pour cent pour la mer Rouge". Il a souligné que les initiatives de l'entreprise en matière d'énergie renouvelable s'alignent sur la réduction de son empreinte carbone, l'un des principaux piliers de la NRSSS.

LIBYE

Le cycle d'appels d'offres pour le pétrole sera lancé plus tôt

Début novembre, Khalifa Abdul Sadeq, le ministre libyen du Pétrole avait annoncé que le gouvernement libyen s'apprête à lancer un cycle d'appels d'offres pour la recherche d'hydrocarbures en Libye. En Libye, l'appel d'offres pour l'exploration pétrolière annoncé il y a quelques semaines par les autorités pour l'année prochaine interviendra avant la fin de cette année. C'est Farhat Bengdara

(photo), le président de la National Oil Corporation (NOC) qui a officialisé l'information mardi 3 décembre. Si les raisons de ce changement de calendrier n'ont pas été précisées par le responsable, il met en évidence la volonté de la Libye de stimuler les investissements dans le secteur pétrolier et gazier, dont les performances se sont d'ailleurs significativement améliorées ces derniers mois.

En effet, malgré la crise qui a secoué l'industrie pétrolière libyenne entre août et octobre derniers, la production d'or noir et de condensats du pays a atteint 1,4 million de barils par jour au terme du mois d'octobre, soit son plus haut niveau depuis plus de 10 ans. D'après les autorités, les appels devraient impliquer des zones d'intérêts aussi bien à terre qu'en mer, des bassins sédimentaires de Syrte, Murzuq et Ghadamès, qui

malgré les importants gisements qui y ont été découverts, restent globalement sous-exploités. Le lancement à venir du cycle d'appel d'offres constitue une étape importante des efforts entrepris par le gouvernement libyen pour atteindre un plateau de production de 2 millions de barils par jour dans les années à venir à commencer par 1,7 million de barils par jour d'ici 2027.

TUNISIE

Pose de la première pierre pour la réalisation de deux projets de production d'électricité à partir de l'énergie solaire à Kasserine

Le vendredi 6 décembre, Fatma Thabet Chiboub, Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, a présidé la cérémonie de pose de la première pierre pour la réalisation de deux projets de production d'électricité à partir de l'énergie solaire photovoltaïque, d'une capacité de 10 mégawatts chacun. Ces projets seront implantés dans la délégation de Fériana, au gouvernorat de Kasserine, en présence de Wael Chouchane, Secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique, de Fayçal Trifa, Président-Directeur Général de la Société Tunisienne de l'Électricité et du

Gaz (STEG), de Belhassen Chaïboub, Directeur Général de l'Électricité et de la Transition énergétique, ainsi que de représentants des entreprises investissant dans ces projets et des bailleurs de fonds. Les sociétés "Qair" et "Mazarine" superviseront la mise en œuvre de ces deux projets dans le cadre du système de licences, avec un financement de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), pour un coût avoisinant 14,5 millions d'euros, soit environ 48 millions de dinars tunisiens.

La Ministre a souligné que ces deux projets contribueront à renforcer le réseau électrique national, à garantir la qualité et la continuité de l'approvisionnement en électricité dans la région, et à répondre à la demande, notamment en période de pointe de consommation. Elle a ajouté que la réalisation de ces projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la transition énergétique, visant à intégrer les énergies renouvelables dans le mix énergétique national à hauteur de 35 % d'ici 2030. Cette initiative permettra également d'encourager davantage

l'investissement dans les énergies propres tout en réduisant le déficit de la balance énergétique primaire. De son côté, Wael Chouchane a précisé que ces deux projets permettront de produire de l'électricité équivalente à la consommation de 30.000 foyers, tout en économisant environ 8.000 tonnes de gaz naturel par an, pour une valeur estimée à 4 millions de dollars. Il a également indiqué que ces projets contribueront à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 17.000 tonnes par an. Leur mise en service est prévue avant l'été 2025.

LITHIUM

La baisse des prix fragilise l'industrie naissante en Namibie

Avec une industrie minière dominée par les diamants et l'uranium, la Namibie compte sur l'exploitation de ses gisements de minéraux critiques comme le lithium, pour diversifier le secteur. La baisse des prix du lithium freine néanmoins les ambitions des compagnies présentes sur ce métal.

L'australien Lepidico a annoncé, le jeudi 5 décembre, son placement sous le régime de l'administration volontaire, actant ainsi sa situation d'insolvabilité. Cette mesure s'explique par la difficulté à mobiliser du financement pour développer son projet de lithium Karibib en Namibie, un pays où l'industrie naissante d'extraction de lithium subit déjà la pression des prix. Selon Fastmarkets, les prix du spodumène de lithium ont chuté de plus de 84 % entre mars 2023 et mars 2024. Une tendance qui ne semble pas près de s'inverser, à en croire le PDG d'Albermarle, premier producteur mondial de lithium. D'après Kent Masters, dont la société a déclaré une perte de plus d'un milliard de dollars au troisième trimestre 2024, « les prix resteront bas plus longtemps ». Pour Will Adams de Fastmarkets, l'excédent d'équivalent carbonate de lithium

sur le marché passera de plus de 100 000 t en 2024 à 90 000 t en 2025. C'est dans ce contexte que la société Prospect Resources a annoncé en octobre la suspension des activités d'exploration sur son projet de lithium Omaruru en Namibie. Pourtant, la compagnie australienne y avait enregistré des résultats prometteurs, dont une découverte de lithium en 2023, moins de six mois après le début des travaux d'exploration. « La société poursuit désormais des stratégies de commercialisation afin de débloquer la valeur à long terme du projet lorsque les marchés du lithium s'amélioreront », a-t-elle expliqué. Le cas de Lepidico est encore plus préoccupant pour les ambitions namibiennes, car le projet Karibib de Lepidico est l'un des plus prometteurs du pays. Avant la nomination des administrateurs chargés désormais d'évaluer les options disponi-

bles, la compagnie a tenté d'obtenir une recapitalisation, d'attirer un partenaire ou même de vendre le projet, sans succès jusqu'ici. Selon l'étude de faisabilité de 2020, Karibib peut contribuer à produire 4900 tonnes d'hydroxyde de lithium par an sur 14 ans, grâce au concentré de lépidolite extrait sur le site. L'investissement nécessaire pour la première phase du projet est évalué à 139 millions \$. En attendant une amélioration des perspectives du marché du lithium, qui favoriserait les plans de la Namibie, rappelons que le potentiel du pays pour le lithium est important. Cela lui a permis en septembre dernier d'attirer un acteur majeur du secteur, en l'occurrence le chilien SQM. Ce dernier, qui fait partie des principaux producteurs mondiaux de lithium, a signé un accord avec Andrada Mining pour co-développer le projet Lithium Ridge en Namibie.

POUR SOUTENIR L'AGRICULTURE DURABLE

Le Libéria obtient plus de 5 millions \$ de l'UE

Au Libéria, le secteur agricole contribue à hauteur de 34 % au PIB et emploie environ 39 % de la population active. Le gouvernement qui souhaite améliorer la sécurité alimentaire dans le pays renforce son appui au secteur agricole avec le soutien des partenaires internationaux. Au Libéria, le gouvernement et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé le mercredi 4 décembre un accord de subvention de 5,3 millions \$ pour la mise en œuvre d'un projet agricole intitulé «

Scaling-Up Agroecology Approaches in Liberia », financé par l'Union européenne. Dans un communiqué publié sur son site, le ministère des Finances et de la Planification du développement indique que ce projet sera mis en œuvre sur une période de quatre ans à partir de 2025. Selon les responsables, il se focalise principalement sur le développement de l'horticulture. « L'objectif principal du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer les moyens de subsistance des communau-

tés rurales et de développer la résilience au changement climatique », peut-on lire dans le communiqué. Les interventions seront axées sur la promotion de pratiques agricoles durables et agroécologiques, l'amélioration de la fertilité des sols, la gestion durable de l'eau ou encore l'irrigation. « Nous sommes convaincus que ce projet aidera les agriculteurs libériens à faire face aux vulnérabilités du changement climatique, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et créant davantage d'opportunités de généra-

tion de revenus », a déclaré Augustine KpeheNgafuan, ministre des Finances. Globalement, cette initiative devrait accompagner les efforts déjà mis en œuvre par le gouvernement pour soutenir les agriculteurs et le développement du secteur agricole. Il faut rappeler que le pays d'Afrique de l'Ouest a lancé en juillet dernier son nouveau programme national de développement du secteur agricole (NADP) pour un coût total de 778 millions \$ sur la période 2024-2025.

RWANDA

Prêt de 100 millions \$ de la BAD pour améliorer le transport urbain dans Kigali

En l'absence d'autres modes de transport, les flux de mobilité dans Kigali, poussés par la montée démographique, mobilisent déjà toutes les capacités du réseau routier de la capitale du Rwanda. Le Rwanda a obtenu de la Banque africaine de développement (BAD) un prêt de 100 millions USD pour réaliser le Projet d'amélioration des transports urbains de Kigali. Ce financement servira à des travaux pour mettre à niveau 3 des 7 intersections critiques identifiées comme goulots d'étranglement du transport urbain. Les travaux consistent entre autres en la « construction de carrefours prioritaires avec des dispositions relatives au transport public (voies réservées aux bus) et à la circulation non motorisée aux 3 carrefours. Ils concernent également la réalisation d'infrastructures pour améliorer le statut social des communautés à Kigali, y compris la modernisation des stations de transport public et des arrêts de bus qui doivent être sûrs et bien éclairés » précise la banque. La capitale rwandaise manque actuellement de voies réservées aux bus, ce qui limite les services de transport public et favorise la multiplication des motos-taxis. Cette situation devrait être exacerbée par l'augmentation de la population qui d'après les prévisions, atteindra 3,8 millions de personnes d'ici 2050, contre 1,7 million actuellement. À terme, le projet permettra d'atténuer une partie des problèmes actuels et futurs dans la mobilité urbaine, notamment la congestion du réseau routier, les coûts d'exploitation élevés, les longues durées de trajet, les accidents et autres.

CÔTE D'IVOIRE

6,4 milliards \$ de contrats d'investissement signés lors du SIREXE

Riche en ressources minières, la Côte d'Ivoire a attiré plusieurs investissements en faveur du secteur extractif ces dernières années. Lors de la première édition du SIREXE, le pays a multiplié les partenariats afin de dynamiser ce secteur en pleine croissance. Près de 4 000 milliards FCFA (environ 6,4 milliards \$) de contrats d'investissement ont été signés par la Côte d'Ivoire au cours de la première édition du Salon international des Ressources extractives et énergétiques (SIREXE). C'est ce qu'a rapporté la

Commissaire générale adjointe du SIREXE, Aka Mireille Chiniango dans un communiqué publié le dimanche 1er décembre 2024. Parmi les accords signés, celui entre le géant énergétique italien Eni et le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie pour l'acquisition de « quatre nouveaux blocs d'exploration dans les eaux profondes ». Un partenariat a aussi été conclu entre Eni et le ministère ivoirien des Eaux et Forêts pour un projet de restauration de 14 forêts ivoiriennes couvrant 155 000 hectares dans les régions des Lagunes et de la

Comoé. La société ivoirienne d'exploitation d'hydrocarbures Petroci Holding et le géant pétrolier angolais Sonangol ont également établi une collaboration pour financer, construire et exploiter une base intégrée de services logistiques à Abidjan. Un Fonds d'investissement minier en Côte d'Ivoire a par ailleurs été créé afin de mobiliser des ressources pour aider les entreprises minières et leurs sous-traitants. L'objectif est aussi de favoriser la participation des travailleurs et des communautés dans le développement du secteur. Riche en ressources mi-

nières, notamment l'or, le pétrole, le nickel et le Lithium entre autres, la Côte d'Ivoire a enregistré plusieurs investissements dans le secteur extractif ces dernières années, augmentant la contribution du secteur à l'économie. Les recettes extractives ont atteint ainsi 372 milliards FCFA (environ 595 millions \$) en 2023, selon les données du ministère. Notons qu'en novembre 2023, la Côte d'Ivoire a lancé le projet « Transition Bas Carbone » visant à renforcer l'engagement climatique de la Côte d'Ivoire et réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

POINT-MARCHÉS

L’Europe clôture en ordre dispersé,
le CAC 40 brille

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, menées par le CAC 40 qui termine une séance solide après que les inquiétudes au sujet de la situation politique en France se sont apaisées.

À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 1,3% à 7.426,88 points, et le Dax allemand de 0,13%. En revanche, le Footsie britannique, plombé par les secteurs de la défense et des services publics, cède 0,49%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,53%, le FTSEurofirst 300 de 0,12% et le Stoxx 600 de 0,16%. Les marchés ont repris de l'aplomb ce vendredi dans le sillage du CAC 40, qui grimpe après que le président Emmanuel Macron a déclaré son intention de nommer un nouveau Premier ministre rapidement afin que le Parlement puisse approuver le budget de l'année prochaine. Le Footsie britannique fait exception, glissant dans le rouge avec les secteurs de la défense et des services publics. Les investisseurs digèrent également la publication, plus tôt dans la journée, de l'indice du moral des ménages de l'université de Michigan et du très attendu rapport mensuel sur l'emploi du département du Travail américain. Ces deux indicateurs, qui ont à nouveau confirmé la résilience de l'économie américaine mais ont également montré une légère hausse du taux de chômage, ont renforcé les paris en faveur d'une nouvelle baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed) lors de sa réunion des 17 et 18 décembre. "Les données de ce matin sont comme un buffet de Thanksgiving avec un bon rapport de l'emploi et une révision à la hausse, mais le chômage augmente malgré le taux de participation en baisse", a déclaré Lindsay Rosner, chef de l'investissement multi-secteur chez Goldman Sachs Asset Management. "Ces chiffres ne tuent pas l'esprit des fêtes et la Fed demeure en bonne voie pour une nouvelle baisse en décembre", a-t-elle ajouté.

Valeurs
Aux valeurs, l'indice des valeurs européennes du luxe avance de 3%, propulsé par Moncler qui gagne 4,96% après que Goldman Sachs a relevé sa recommandation sur le titre. À Londres, Direct Line clôture la session en tête du Footsie, avançant de 5,59% après avoir indiqué être prêt à accepter l'offre de rachat de son rival Aviva.

Puig cède 3,51% après avoir perdu près de 9%, sa marque Charlotte Tilbury ayant dû retirer certains de ses sprays de finition du marché.

A Wall Street
À l'heure de la clôture en Europe, Wall Street évolue en ordre dispersé, les traders se voyant confortés dans leurs paris au sujet d'une potentielle nouvelle baisse des taux de la Fed en décembre. Le Dow Jones cède 0,15%, tandis que le Standard & Poor's 500 avance de 0,21% et le Nasdaq de 0,72%. Côté valeurs, Lululemon bondit de 17,24% après avoir relevé ses perspectives sur fond de forte demande pour la saison des fêtes. Hewlett Packard gagne 9,72% après avoir fait état jeudi de résultats supérieurs aux attentes au quatrième trimestre, citant une forte demande pour ses serveurs d'intelligence artificielle.

Les indicateurs du jour
Le moral des ménages américains s'est amélioré plus que prévu en décembre, progressant à 74,0 alors que les analystes tablaient sur 73,0, montrent vendredi les résultats préliminaires de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. L'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en novembre, montre le rapport mensuel du département du Travail publié vendredi. Ce rapport recense 227.000 emplois non-agricoles créés sur le mois, alors que les économistes interrogés par Reuters préoyaient en moyenne 200.000 créations nettes. De l'autre côté de l'Atlantique, l'économie de la zone euro a progressé de 0,4% au troisième trimestre, en ligne avec les attentes, montre l'estimation définitive du produit intérieur brut (PIB) publiée vendredi par Eurostat.

Changes
Le dollar a beaucoup oscillé ce vendredi, tiraillé entre la légère hausse du taux de chômage et la création d'emplois globalement conforme aux attentes aux États-Unis. Le dollar gagne 0,25% face à un panier de devises de référence.

En réaction, l'euro cède 0,22% à 1,0563 dollar. **Taux**
Sur fond de relance des débats en faveur d'une baisse des taux de la Réserve fédérale lors de la réunion de décembre après le rapport de l'emploi, les rendements obligataires chutent américains chutent à la mi-séance. Le rendement des Treasuries à dix ans cède 1,2 point de base à 4,1703%. Le deux ans affiche - 4,2 points de base à 4,1040%. Le rendement du Bund allemand à dix ans avance quant à lui de 1,3 points de base à

2,1170%, et le deux ans de 0,5 point de base à 2,0200%.

Pétrole
Les prix du pétrole reculent vendredi, les analystes continuant de prévoir un surplus d'approvisionnement en 2025 malgré la décision de l'Opep+ de reporter son projet d'une augmentation de la production de pétrole. Le Brent recule de 1,3% à 71,15 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 1,46% à 67,31 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Décembre 2024

Valeur : 09 Décembre 2024

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.4672	133.4822
1	EUR	EURO		140.6611	140.6902
1	GBP	POUND STERLING		169.9353	170.0194
100	JPY	JAPANESE YEN		89.1505	89.1665
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3660	18.3731
1	CHF	SWISS FRANC		151.0152	151.1176
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8931	94.9308
1	DKK	DANISH KRONE		18.8601	18.8641
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2319	12.2368
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0901	12.0952
1	AED	UAE DIRHAM		36.3344	36.3434
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5202	35.5318
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0397	434.3710
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.8508	42.2714
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3637	13.3652
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.2738	27.4136
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3451	3.3555
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		175.3291	175.3291

Wall Street augmente ses paris sur les actions et les baisses
de taux après le buffet de Thanksgiving sur l’emploi

Les actions mondiales ont progressé alors que les investisseurs ont augmenté leurs paris sur la perspective d'une réduction des taux d'intérêt américains ce mois-ci après que les données sur les salaires aient montré une forte croissance de l'emploi en novembre, tandis que l'euro a chuté face au dollar en raison de l'agitation politique qui règne en France. Les marchés à terme estiment à 85 % les chances que la Réserve fédérale américaine réduise ses taux de 25 points de base lors de sa réunion des 17 et 18 décembre, contre 68 % plus tôt dans la séance. Le nombre d'emplois non agricoles a augmenté de 227 000 le mois dernier après avoir augmenté de 36 000 en octobre, un mois marqué par les ouragans et les grèves. Les économistes interrogés par Reuters avaient prévu une accélération de 200 000 emplois. "Les données de ce matin étaient un buffet de Thanksgiving: les chiffres de l'emploi sont corrects, les révisions sont positives, mais le chômage augmente malgré la baisse du taux de participation", a déclaré Lindsay Rosner, responsable des investissements multi-

sectoriels chez Goldman Sachs Asset Management. "Cette impression ne tue pas l'esprit des fêtes et la Fed reste sur la bonne voie pour procéder à une réduction en décembre", a ajouté Mme Rosner dans un courriel. Le S&P 500 et le Nasdaq ont progressé vendredi de 0,25 % et 0,8 % respectivement, soutenus par les prévisions optimistes de Lululemon Athletica, Ulta Beauty et d'autres sociétés. Le Dow Jones a légèrement baissé, la chute de 5% des actions de UnitedHealth Group ayant pesé sur l'indice. La jauge MSCI des actions du monde entier a ajouté environ 0,2%. Les rendements des obligations du Trésor ont baissé à un plus bas de six semaines après la publication des chiffres de l'emploi, le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR ayant baissé de 2,9 points de base à 4,153%, tandis que le rendement des obligations à 2 ans US2YT=RR, qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a baissé de 4,8 points de base à 4,098%. L'indice du dollar américain a augmenté de 0,3 % pour

atteindre 106,05 dollars à la suite du rapport sur l'emploi. Les stratèges de TD Securities ont déclaré qu'il y avait un "obstacle important" pour que le dollar étende ses gains récents. "Nous pensons que le chemin de la moindre résistance reste pour une certaine faiblesse du dollar, offrant une excellente occasion d'acheter la baisse au début de 2025", ont-ils écrit dans une note de client vendredi. Les actions européennes ont enregistré des gains vendredi, les actions françaises enregistrant leur plus forte hausse quotidienne en trois semaines, les investisseurs tenant compte d'un budget potentiel malgré l'incertitude politique persistante, tout en analysant un rapport sur l'emploi américain optimiste. L'indice paneuropéen a progressé de 0,2 %, enregistrant sa septième journée consécutive de hausse et sa plus forte performance hebdomadaire depuis dix ans. En Asie, l'indice MSCI le plus large des actions de l'Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a inversé les pertes antérieures pour être en hausse de 0,2% grâce à un rallye des actions chinoises, compensant la

prudence des investisseurs face aux troubles politiques en Corée du Sud. Les actions chinoises ont atteint leur plus haut niveau en trois semaines, les investisseurs s'arrachant les actions technologiques avant une réunion politique de haut niveau la semaine prochaine qui fixera l'ordre du jour et les objectifs de l'économie chinoise pour l'année prochaine. La prime de risque exigée par les investisseurs pour détenir de la dette française plutôt que des Bunds allemands est tombée à son plus bas niveau en deux semaines vendredi, après que le président Emmanuel Macron a déclaré qu'il nommerait bientôt un nouveau premier ministre pour faire approuver un budget 2025 par le parlement. L'euro s'est redressé jeudi, le marché étant soulagé que la France ait évité une issue politique plus volatile pour l'instant. L'euro était en baisse d'environ 0,23 % à 1,056\$. Le bitcoin BTC=, qui a atteint la barre des 100 000 dollars pour la première fois jeudi, les investisseurs ayant parié sur un changement de réglementation favorable aux États-Unis, a d'abord fait l'objet de prises de bénéfices, chutant jusqu'à 92 092 dollars. Les prix ont ensuite rebondi, s'échangeant pour la dernière fois en hausse de 2,3 % sur la journée autour de 101 300 dollars. Le président élu des États-Unis Donald Trump a déclaré jeudi qu'il nommait l'ancien directeur de l'exploitation de PayPal David Sacks en tant que "tsar de l'informatique et des cryptomonnaies de la Maison Blanche", une autre étape vers la refonte de la politique américaine liée à la blockchain. "Ce pic de volatilité au cours des dernières 24 heures présente les caractéristiques d'un sommet classique d'effondrement", a déclaré Tony Sycamore, analyste chez IG. Les prix du pétrole ont chuté d'environ 1,5 % et se dirigeaient vers des pertes hebdomadaires alors que les analystes préoyaient un surplus d'offre l'année prochaine sur une demande en baisse malgré une décision de l'OPEP+ de retarder les augmentations de production et d'étendre les réductions profondes de la production jusqu'à la fin de 2026. Le prix de l'or a augmenté de vendredi pour atteindre 2 632 dollars l'once.

POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES

La Banque Mondiale annonce un record de 100 milliards \$

Après une levée de fonds d'un an qui a permis de récolter 23,7 milliards d'euros, la Banque mondiale peut utiliser cet argent pour emprunter sur les marchés financiers, ce qui lui permet de multiplier par quatre environ le montant levé.

La Banque mondiale a annoncé jeudi que l'Association internationale de développement (IDA) allait débloquer un montant record de 100 milliards de dollars de financements pour les pays les plus pauvres de la planète. Cette annonce intervient à la fin d'un processus de levée de fonds d'un an qui a permis de récolter 23,7 milliards de dollars, a déclaré un porte-parole de la Banque mondiale. Cela représente une légère augmentation par rapport aux 23,5 milliards de dollars promis par les pays donateurs lors du dernier cycle de collecte de fonds, il y a trois ans. La Banque mondiale peut utiliser cet argent pour emprunter sur les marchés financiers, ce qui lui permet de multiplier

par quatre environ le montant levé, débloquent ainsi quelque 100 milliards de dollars de nouveaux prêts et dons, contre 93 milliards en 2021. "Ce financement sera déployé pour soutenir les 78 pays qui en ont le plus besoin", a déclaré Ajay Banga, président de l'institution dans un communiqué. L'Association internationale de développement de la Banque mondiale aide les 78 pays les plus pauvres de la planète, notamment des pays d'Afrique, en leur accordant des subventions et des prêts à faible taux d'intérêt ou même sans intérêt. Elle a toujours été principalement financée par les contributions des Etats membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer ses ressources. Cette dernière levée de fonds a

été qualifiée dans un communiqué de "succès historique" par la Banque mondiale, qui y voit un "vote de confiance et de soutien de la part des donateurs et des clients".

Contribution record des Etats-Unis

La reconstitution des ressources de l'IDA est un élément crucial des opérations de la Banque mondiale, la majeure partie du financement provenant généralement des Etats-Unis, du Japon et de plusieurs pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Cette année, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allouaient un financement record à l'IDA de 4 milliards de dollars, tandis que d'autres pays, dont la Norvège et l'Espagne, ont considérablement accru leur soutien financier.

AVOISINANT LES 56 MILLIARDS DE DOLLARS

L'énorme plan de rémunération d'Elon Musk chez Tesla une nouvelle fois rejeté par une juge

La juge d'un tribunal de l'Etat du Delaware, dans l'est des Etats-Unis, a tranché ce lundi 2 décembre en faveur d'un actionnaire du constructeur automobile qui demandait l'annula-

tion de ce plan accordé en 2018. Une juge du Delaware, dans l'est des Etats-Unis, a de nouveau rejeté, ce lundi 2 décembre, un énorme plan de rémunération de 56 milliards de dollars attribué

par Tesla à son patron Elon-Musk, bien que ce montant ait été approuvé par une majorité des actionnaires du constructeur automobile. La juge Kathaleen McCormick

avait déjà retoqué cette enveloppe en janvier, dénonçant son attribution par un comité dont les membres étaient tous des proches d'ElonMusk.

ONU

Alerte sur le coût exorbitant des sécheresses dans le monde

Dans un rapport publié ce mardi 3 décembre, au deuxième jour de la COP16, un rapport de l'ONU alerte sur les conséquences économiques ravageuses des pénuries en ressource en eau. Un problème planétaire. Les sécheresses coûtent près de 300 milliards d'euros par an, au niveau mondial, alerte l'ONU ce mardi 3 décembre, au deuxième jour de la COP16 sur la désertification, dans un rapport appelant à des investissements urgents dans des solutions fondées sur la nature, comme la reforestation. Les sécheresses, alimentées par le changement climatique et une gestion insoutenable des ressources en eau et des sols, devraient toucher 75% de la population mondiale d'ici 2050, indique un rapport de l'ONU publié mardi, intitulé "Économie de la sécheresse: investir dans des solutions fondées sur la nature pour la résilience face aux sécheresses". Le rapport illustre comment ces solutions fondées sur la nature, comme la "reforestation" ou la "gestion des pâturages" peuvent à la fois permettre de ré-

duire les pertes et augmenter les revenus agricoles tout en offrant des avantages climatiques et environnementaux.

Une gestion "essentielle" de la ressource en eau

Une étude de 2020 parue dans la revue scientifique Global Change Biology concluait que "les interventions fondées sur la nature se révèlent le plus souvent aussi efficaces, voire plus efficaces" dans 59% des cas, "que d'autres interventions pour lutter contre les effets du changement climatique". L'année 2024, qui sera très certainement la plus chaude jamais enregistrée sur Terre, a été marquée par plusieurs sécheresses dévastatrices en Méditerranée, en Equateur, au Brésil, au Maroc, en Namibie, au Malawi, provoquant incendies, pénuries d'eau et de nourriture. Leur coût "dépasse les pertes agricoles immédiates, il affecte l'ensemble des chaînes d'approvisionnement, réduit le Produit intérieur brut (PIB), impacte les moyens de subsistance et entraîne

des problèmes à long terme tels que la faim, le chômage, la migration", a souligné Kaveh Madani, co-auteur du rapport et directeur de l'Institut universitaire des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-IN-WEH). "Gérer nos terres et nos ressources en eau de manière durable est essentiel pour stimuler la croissance économique et renforcer la résilience des communautés enfermées dans des cycles de sécheresse", a affirmé, Andrea Meza, secrétaire exécutive adjointe de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). "Alors que des discussions pour une décision historique sur la sécheresse sont en cours, le rapport appelle les dirigeants mondiaux à reconnaître les coûts excessifs et évitables des sécheresses, et à utiliser des solutions proactives et fondées sur la nature pour sécuriser le développement humain dans les limites planétaires", a-t-elle expliqué.

TRAITÉ UE-MERCOSUR

Négociations finalisées, Ursula Von Der Leyen vante "une victoire pour l'Europe"

Ursula von der Leyen vient de l'annoncer: l'union européenne et le Mercosur ont finalisé les négociations pour un accord de libre-échange, saluant "une victoire pour l'Europe". "Nous avons conclu les négociations pour l'accord UE-Mercosur. C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens", a déclaré Ursulavon der Leyen, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions. "La ligne d'arrivée de l'accord UE-Mercosur est en vue. Travaillons ensemble, franchissons-la", avait-elle précisé sur X ce jeudi. Ce vendredi au sommet des pays du Mercosur, Ursula von der Leyen a réaffirmé sa volonté de ratifier ce nouveau traité. "Nous envoyons un message clair et fort au monde entier (...) Ce n'est pas seulement une opportunité économique, mais une nécessité politique". L'objectif étant de réduire les droits de douane des deux côtés de l'Atlantique, tout en permettant de drainer plus d'investissements afin de "renforcer toute la chaîne de valeur", pour l'industrie, l'emploi et l'innovation. D'après la présidente de la Commission européenne, l'accord "permettra aux entreprises de l'UE d'économiser 4 milliards d'euros de droits d'exportation par an".

Un traité source de divisions européennes

L'Elysée est donc pris de court, alors que la France traverse une crise parlementaire inédite. Sur les réseaux sociaux, le gouvernement avait tenu sa ligne de défense en réaffirmant que "le projet d'accord entre l'Union européenne et le Mercosur est inacceptable en l'état. Nous continuerons de défendre notre souveraineté agricole" Les deux chambres de l'Assemblée nationale ont aussi refusé en bloc la signature de ce projet. Du côté de l'Europe, Berlin a insisté sur "l'occasion unique" de conclure l'accord commercial, un front rejoint par l'Espagne, sur fond de craintes d'une hausse des droits de douane outre-Atlantique, depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. Une autre coalition opposée au traité de libre-échange s'est aussi formée autour de l'Hexagone, à l'image de la Pologne et l'Italie. "Je sais qu'il y a de fortes oppositions, des soutiens à l'isolation et la fragmentation mais cet accord est une réponse montrant que nous sommes unis sur la scène internationale", a rétorqué Ursula von der Leyen à Montevideo ce vendredi. Les manifestations du monde agricole font rage en France depuis plusieurs semaines, notamment pour protester l'accord de libre-échange jugé comme délétère pour les agriculteurs. Ursula von der Leyen a promis des compensations pour ces derniers ainsi qu'une meilleure homogénéisation des normes sanitaires entre les différents pays de l'accord.

TOTEM AUTOMOBILI GT SUPER

Le V6 biturbo le plus puissant et le plus léger de la planète ?

L'Alfa Romeo restomod concoctée par Totem Automobili est une sportive de haut vol. Son moteur V6 biturbo ne pesant que 180 kg développe jusqu'à 739 ch et le bolide peut couter plus de 640 000 €.

Madeleine de Proust ou pas, les modèles automobiles classiques revisités à la sauce restomod ont une fâcheuse tendance à se multiplier ces temps-ci. Toutes les réalisations bien souvent hors de prix ne sont pas toutes du même acabit. Chez Totem Automobili, firme italienne qui s'est spécialisée dans les Alfa Romeo Giulia, autrement dit le coupé Bertone des années 1965-1975, si les clients peuvent opter pour une version retrofit 100% électrique, ils ont également le choix entre plusieurs versions essence.

Un V6 biturbo offrant de 591 à 739 ch

Ses dernières ont le privilège d'être dotée, dicit la marque, du plus léger moteur V6 biturbo de la planète. Il s'agit d'un bloc cubant 2,8 litres construit en partenariat avec le spécialiste Italtecnica ne pesant que 180 kg. Une injection directe et des culasses à quatre soupapes par cylindres sont au programme. Il n'en faut pas moins pour délivrer une puissance de 591 ch et une valeur de couple de 700 Nm tout en grimant à 7 500 tr/min en configuration de base. Et même respectivement 739 ch, 850 Nm et 8 500 tr/min pour la version la plus affûtée animant les modèles GT Super. Cette version de pointe qui n'accuse que 1 180 kg sur la balance au moyen d'une carrosserie en fibre de carbone et d'un habitacle ultra dépouillé, réalise l'exercice du 0 à 100 km/h en 3,2 secondes et est bridée électroniquement à 250 km/h. Une GT de haute volée dont les prix débutent à 539 000 € en version et pouvant s'alourdir de 100 000 € supplémentaire lorsqu'il s'agit de la variante GT Super quelques peu optionnée. Des tarifs stratosphériques s'expliquant par le fait qu'il s'agit bien plus que d'une restauration mais davantage d'une reconstruction intégrale sur la base d'un châssis monocoque en fibre de carbone sur mesure.



Les voitures neuves essence vont-elles finir par disparaître ?

En 2024, les immatriculations de voitures neuves à moteur essence sans hybridation ont fortement baissé. Peuvent-elles encore survivre, avec l'arrivée des nouvelles normes CO2 ? Nous avons vécu pendant les années 2000 la disparition progressive des moteurs atmosphériques. Les diesel avaient déjà adopté la suralimentation depuis bien longtemps, suivis par les blocs essence. Mis à part quelques marques à part, telles que Mazda, plus personne ne misait alors sur le moteur essence sans aucune aide respiratoire autre que l'air ambiant. Mais nous pourrions tout aussi bien vivre une autre phase d'extinction dans les années à venir avec le moteur essence tout court : les modèles vendus avec des blocs sans assistance électrique deviennent rares. Ils sont encore nombreux sur les plus petits segments qui ne seraient pas rentables en hybride, mais, si l'on compte la micro-hybridation type "mHEV" qui plaît tant à Volkswa-

gen, Stellantis et d'autres, la part de marché des voitures essence tombe chaque année.

Transition douce, ou pas

Si certains, comme Toyota, Honda voire les Coréens de Hyundai Group, sont passés maîtres en matière d'hybridation complète, d'autres ont choisi une voie plus radicale : passer soudainement du thermique au tout électrique, zappant cette étape intermédiaire pourtant actuellement plébiscitée en Europe. Une stratégie qui pourrait coûter cher à court terme, mais dont on ne peut juger des conséquences à plus long terme, puisque l'Europe n'est toujours pas fixée sur la fin du moteur à combustion après 2035. L'Allemagne, qui n'est pourtant pas du tout un marché très axé sur les hybrides, a vu au moins de novembre leurs immatriculations atteindre celles des modèles essence. En France, sur les 11 premiers mois de l'année, la part de l'essence est



passée de 37 à 30%. Les clients se sont progressivement dirigés vers les offres micro-hybrides ou full hybrid des constructeurs, d'autant plus qu'ils n'ont parfois même pas le choix : chez Peugeot, par exemple, si vous souhaitez une

208 thermique en boîte automatique, vous n'aurez d'autre choix que d'opter pour l'hybride. Qui, si elle montre effectivement de vrais gains de consommation en ville, est 3 000 € plus cher que la version PureTech sans assistance

électrique... en boîte mécanique.

Renault et Toyota ont-ils visé juste ?

L'avenir ne s'annonce donc pas radieux pour les moteurs essence. Chez Renault, nous avons par exemple noté récemment la disparition de certains TCE. Et chez Volkswagen, la micro-hybridation s'est multipliée sur tous les modèles essence TSI. Les progrès réalisés au fil des ans sur un moteur à combustion ne suffisent désormais plus pour atteindre les valeurs de CO2 fixées par l'Europe : il faut une dose d'électrification. En revanche, la dose ne doit visiblement pas être trop forte : la part des hybrides rechargeables s'est écroulée à seulement 7% en France. La bonne pioche semble donc être pour l'instant celle de Toyota et Renault : de vrais hybrides non rechargeables qui excellent en ville et sur route, sans pour autant devenir des gouffres à carburant sur autoroute.

VIOLATION DE DONNÉES

Faire payer les clients, un pari risqué

La pratique de plus en plus répandue consistant à ponctionner les clients pour financer leurs lacunes en matière de cybersécurité est risquée. Mais aussi avoir un côté positif pour les RSSI comme réussir à convaincre plus facilement les hauts dirigeants du bien-fondé du ROI en cybersécurité.

Les clients risquent de payer plus qu'ils ne le pensent les coûts croissants des violations de données. Selon un rapport d'IBM publié en début d'année, 63 % des entreprises prévoient en effet de répercuter les coûts liés aux violations de données directement sur leurs clients - une pratique en forte augmentation - selon IBM. « Lorsque les entreprises se retrouvent avec des coûts de plusieurs millions de dollars, elles peuvent chercher à les récupérer ailleurs. L'une des options consiste à les répercuter sur leurs propres clients sous la forme de hausses de prix, ce qui est une tendance croissante. Augmenter les prix peut être risqué sur un marché déjà confronté à une pression tarifaire », écrivent les chercheurs d'IBM. « La plupart des sociétés ont déclaré qu'elles prévoyaient d'augmenter les prix des biens et des services à la suite d'une violation de données, en répercutant les coûts sur les clients. La part des organisations qui prévoient de le faire est passée de 57% l'année dernière à 63% ».

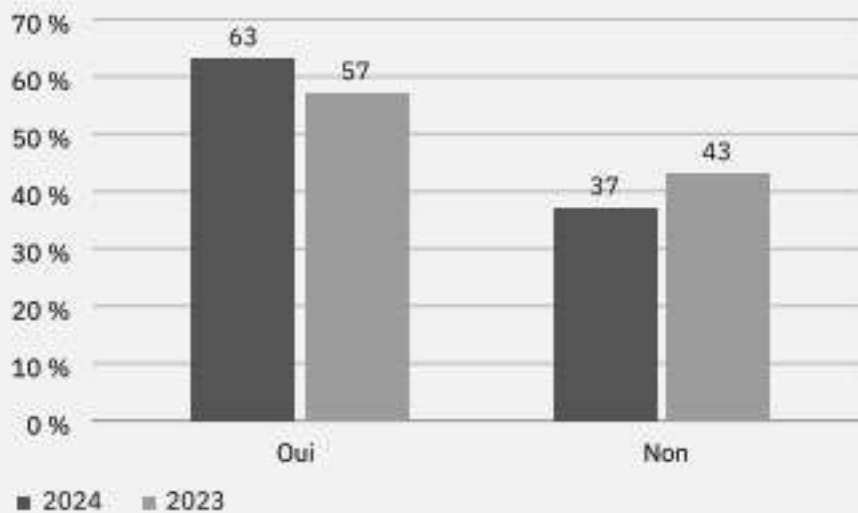
L'enquête ne précise pas le pourcentage des coûts que les entreprises prévoient de récupérer auprès des clients. En outre, en fonction de la clientèle et de la tarification d'une entreprise, il n'est pas certain que l'augmentation soit remarquée par la plupart des clients. Mais Nabil Hannan, field RSSI pour NetSPI, a fait valoir que cette ponction ne peut absolument pas leur être cachée. « Il peut y avoir des raisons légitimes pour lesquelles vous devez répercuter ces coûts sur le client, mais vous devez le faire avec transparence », explique-t-il. Dans l'environnement actuel des médias sociaux, « il suffit qu'un seul [client] - le bon - s'en aperçoive pour que les médias s'en fassent l'écho ».

L'inaction, un coût élevé à ne pas sous-estimer

Mais, selon lui, il y a peut-être une lueur d'espoir pour les RSSI. Un grand nombre des arguments budgétaires traditionnels en matière de cybersécurité - réputation de la marque, coûts de conformité, problèmes de confidentialité, fuite de données, etc. - commencent en effet à s'estomper auprès des directeurs financiers et des CEO. Mais il n'en va pas de même pour les augmentations de coûts, qui peuvent nuire à la position concurrentielle de l'entreprise. La répercussion des coûts liés à une violation de données pourrait potentiellement avoir un impact sur la part de marché : le genre de situation qui attire l'attention du directeur financier, du directeur général et même du conseil d'administration. Selon le dirigeant, cela pourrait donner



La violation de données a-t-elle entraîné une augmentation du coût des produits et services de votre organisation ?



à la direction une raison de repenser les demandes de budget du RSSI. « L'impact de l'augmentation tarifaire et de la dilution de la compétitivité fournit aux RSSI un argument convaincant pour obtenir un financement approprié pour les initiatives de cybersécurité », observe-t-il. « Cela démontre que le coût de l'inaction - à la fois en termes financiers et d'atteinte à la réputation - l'emporte largement sur le prix de programmes de sécurité robustes. Chris Kissel, vice-président de la recherche

d'IDC, a souligné quant à lui le danger pour les entreprises de répercuter les coûts des violations de données sur les clients. « Si elles surjouent leur jeu, elles risquent de perdre le contrat la fois suivante », a déclaré M. Kissel. « Certaines entreprises [à marge plus élevée] sont en mesure de répercuter davantage ces coûts sur les clients. eBay ou Amazon, par exemple, ne répercuteront jamais les coûts liés aux violations de données. La répercussion de ces coûts sur vos clients ne devrait être qu'un scénario de dernier recours. »

Le fournisseur de cloud Jotelulu lève 6,8 M€

Le fournisseur espagnol Jotelulu d'une plateforme cloud pour prestataires IT a levé 6,8 M€ pour accélérer son expansion en Europe et en Amérique Latine. Fondé en 2020, la start-up espagnole Jotelulu proposant une plateforme cloud pour prestataires IT - en marque blanche en France depuis 2023 - a réussi à lever 6,8 M€ dans un tour de table mené par Kibo Ventures auquel ont également participé ses investisseurs existants dont Adara Ventures, Bankinter, G2A et Big Sur Ventures. Présente en Espagne, au Portugal et en France, la société va profiter de cet apport pour accélérer son extension en Europe et en Amérique Latine. Le montant total des fonds levés depuis sa création atteint 12 M€. "Le soutien de Kibo Ventures constitue une reconnaissance des efforts de notre équipe et de la pertinence de notre modèle d'entreprise", a expliqué David Amorín, CEO de Jotelulu. La plateforme cloud de Jotelulu est articulée autour de plusieurs briques incluant aussi bien des ressources de calcul, de stockage, de sauvegarde, de reprise après incident... Des services complémentaires (gestion des DNS, standard virtuel, outils de migrations, etc.) sont également disponibles. En France cette offre est hébergée dans un des datacenters parisien d'Interxion. Plus de 40 000 utilisateurs revendiqués en Europe Aujourd'hui la jeune pousse espagnole revendique travailler avec plus de 1 000 partenaires proposant des services cloud au PME sur ses marchés en Espagne, au Portugal et en France, et plus de 40 000 utilisateurs en Europe. "En donnant aux fournisseurs informatiques les outils dont ils ont besoin pour devenir le principal canal de modernisation technologique, Jotelulu permet aux PME d'adopter des services cloud et des solutions d'IA conçus spécifiquement pour leurs besoins", a indiqué Juan López Santamaría, partner chez Kibo Ventures.

Brèves

Intel recrute deux vétérans pour son CA

Après le départ de Pat Gelsinger de la direction et du conseil d'administration, le fondateur de Santa Clara a annoncé avoir nommé Eric Meurice et Steve Sanghi. Le premier est l'ancien dirigeant d'ASML, la société néerlandaise spécialiste des équipements de lithographie ultraviolette. Le second est le directeur général par intérim de Microchip. Deux experts dans les semi-conducteurs qui devront plancher avec les autres membres du CA pour trouver un remplaçant à l'ex CEO d'Intel. Aujourd'hui, l'interim est assuré par David Zinsner, directeur financier depuis deux ans, et Michelle Johnston Holthaus, responsable du groupe Client Computing.

Une batterie au diamant à longue autonomie

Une équipe de scientifiques et d'ingénieurs de l'Université de Bristol a créé la première batterie à base de diamant. Basée sur le carbone 14 (l'isotope utilisé pour la datation d'objets), la batterie exploite la désintégration radioactive du carbone 14, qui émet un faible niveau d'énergie pendant une période extrêmement longue. Elle agit comme un panneau solaire mai au lieu de capturer des photons, elle récupère des électrons. Les cas d'usage d'une telle batterie sont multiples allant de la médecine pour alimenter des équipements (pacemaker, aide auditif,...) aux environnements extrêmes où il est difficile d'aller changer une alimentation.

Mots fléchés

Fruits de l'hêtre		Vibrations		Peintre suisse (Paul)		Plaisir chez nos voisins outre-Manche		Elles volent en cas de disputes conjugales		Garçon d'écurie		Comité sportif international	
Louis IX de France		Injection dans une veine		Bagnole		Grand lac américain		couilles sibérien				Sanctionné	
										Ont-ils mangé la pomme de cette variété-là ?			
Habitantes d'un pays d'Asie										Petit ensemble de musique			
Profit													
							Sa source, pour le blanc, est le lac Victoria				Son aigu produit par la voix		Comté anglais
Relatif à la Haute Ecosse					Camarade ou plus que ça ?					Petite compagnie			
Epuisa					français et rivière suisse					Puissant poison			
			Traces profondes dans les sentiers	Argon			On viole souvent son intimité					Recherches	
				Missive									
Altière	Dérobai						Sillons						
	Fréquente						Attribut d'un avocat						
					Lisières						Règle de dessinateur		
											Jadis c'était le bronze		
Carillonne						Film d'Alfred Hitchcock (les)							
Consacre						Valeur refuge							
					Fleuve russe bien connu des cruciverbistes			Pâturage	Abri douille				Tamisée
									Aérodrome				
Bramer					Tanières								
Génisses dans l'ouest de la France					Esclave et gladiateur thrace								
						Se gausse	Relogea						
							Coeur						
Moitié d'une mouche				Supplier						Me représentai		Lieu couvert	
Personnes qui parlent beaucoup													
				Département français				Paras					
Tolère		Haridelles	Métamorphose	Répare							Béryllium		
											Grossir		
						Atome électriquement chargé		Fais					
Château de la Belle au Bois Dormant	Adverbe de lieu			Fluide gazeux qui est de moins en moins pur				Femme du rajah					Discipline de l'escrime
	Robe indienne												
				Tranquille, silencieux				Ancêtre de la radio				Poisson d'eau douce	
				Général confédéré				Étain					
Quatre font le plus heureux des joueurs			Culs						Sous-vêtement				
Arbres de nos régions			Négation										
						Chiffre			Poète hymnique				
Il haranguait les foules dans la Grèce antique					Erbium			Port d'Athènes					

NORVÈGE

Le fonds souverain atteint le niveau record de 1.700 milliards d’euros

La valeur du fonds souverain norvégien, plus grand fonds d'investissement au monde, a atteint le chiffre record de 20.000 milliards de couronnes norvégiennes (1.700 milliards d'euros), rapporte samedi des médias. Le plus gros fonds du monde a doublé ainsi sa valeur en l'espace de cinq ans, notamment grâce à l'afflux de recettes pétrolières et gazières et à la hausse des marchés boursiers. Constitué en 1996 pour servir d'épargne de secours, le fonds a dépassé de loin les prévisions initiales, atteignant près de quatre fois la taille du produit intérieur brut (PIB) annuel de la Norvège. Sa valeur actuelle correspond à une somme d'environ 321.000 dollars (304.265,40 euros) disponible pour chacun des 5,6 millions d'habitants de Norvège.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 8 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PLANIFICATION URBAINE
POUR ATTÉNUER LES
EFFETS DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE

**L'importance du
partenariat
scientifique
soulignée**

L'importance d'un partenariat scientifique pluridisciplinaire pour contribuer à la planification des villes et des agglomérations urbaines de manière à réduire les effets du changement climatique qui affecte le monde depuis plusieurs années est soulignée par l'enseignant au département Aménagement du territoire à l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Dr Mostefa Châachoua. Dans une déclaration à l'APS, le Dr Châachoua, directeur d'une thèse de doctorat ayant pour thème la relation entre la planification urbaine et l'adaptation aux changements climatiques, soutenue par l'étudiante Hayet Belhorma à la Faculté des Sciences de la terre de l'Université d'Oran 2, a mis en avant "l'importance de la collaboration entre les chercheurs en architecture, en urbanisme, en physique, en mécanique et dans d'autres disciplines pour exploiter les résultats obtenus dans chaque spécialité, afin de combattre les phénomènes naturels liés au changement climatique, notamment les îlots de chaleur urbains" (augmentation des températures dans les zones urbaines). Dr Châachoua a souligné l'importance de cette thèse, soutenue cette semaine, qui recommande l'utilisation de la dynamique des fluides computationnelle, une théorie utilisée par les spécialistes de la physique et de la mécanique des fluides dans la planification urbaine et l'orientation des bâtiments pour éliminer les îlots de chaleur urbains, qui ont des répercussions négatives sur le cadre de vie des habitants et leurs activités. Pour sa part, la chercheuse Hayet Belhorma, qui a choisi le pôle urbain Ahmed Zabana à Oran, comme cas d'étude dans son travail de doctorat, a expliqué à l'APS que cette thèse, intitulée "Approche d'impact et d'adaptation au changement climatique dans l'environnement urbain: le cas de l'espace urbain d'Oran", traite des questions liées au changement climatique et à ses impacts sur les composantes du territoire, qu'elles soient matérielles, techniques ou humaines. Ces questions figurent au centre des préoccupations des chercheurs, notamment en ce qui concerne l'adaptation des territoires aux changements climatiques. Elle a ajouté que son travail scientifique a révélé que "les impacts du changement climatique, qui constituent aujourd'hui un grand défi pour le développement économique et social des territoires et des populations, en particulier dans les villes, nécessitent une collaboration pluridisciplinaire pour trouver des solutions adaptées et recourir à des approches innovantes et non conventionnelles, telles que l'utilisation de la dynamique des fluides computationnelle dans les disciplines d'aménagement du territoire et d'urbanisme".

PRIX MONDIAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Une légère hausse en novembre

Par Sirine R

L'indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint en novembre son plus haut niveau depuis avril 2023, avec une augmentation de 0,5 % par rapport à octobre, sous l'effet d'une envolée des cours des huiles végétales, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié sur son site web. Toutefois par rapport à l'année précédente, l'indice est en hausse de 5,7% mais reste 20,4 % en dessous du pic de mars 2022, précise le rapport. Les prix des huiles végétales se sont accrus de 7,5 % en novembre, par rapport au mois d'avant, en raison de la production plus faible que prévu d'huile de palme, des préoccupations liées à l'offre de soja, colza et tournesol, et d'une forte demande mondiale. Le secteur des produits laitiers (notamment du beurre et du fromage) a également augmenté, en raison de la demande accrue et de la réduction des stocks en Europe, explique la même source. En revanche, les prix des céréales, du sucre, de la viande et du riz ont enregistré des baisses. Le prix des céréales a chuté de 2,7 %, notamment à cause de l'augmentation de l'offre mondiale, tandis que ceux du sucre ont baissé de 2,4 % en raison de la bonne récolte de canne à sucre en Inde et en Thaïlande. Quant aux prix mondiaux des viandes ovines et de



la viande de volaille, elles ont légèrement baissé alors que les cours de la viande bovine sont restés stables.

**Légère baisse de la production
mondiale des céréales en 2024**

Sur un autre registre, la FAO, dans son rapport sur l'offre et la demande mondiale de céréales, prévoit une production mondiale de céréales 2.841 millions de tonnes en 2024, soit une baisse d'environ 0,6 % par rapport à la campagne céréalière de l'année précédente. Bien que cette

révision soit à la baisse par rapport aux prévisions d'octobre, il s'agit tout de même du deuxième volume de production le plus élevé jamais enregistré, notent les auteurs du rapport. La production mondiale de blé en 2024 devrait rester stable à 789 millions de tonnes, tandis que celle du maïs devrait chuter de 1,9 % à 1.271 millions de tonnes, du fait des rendements plus bas que prévu dans l'Union européenne et aux Etats-Unis. En revanche, la production de riz devrait augmenter de 0,8 %, atteignant un volume record de 538,8 millions de tonnes. Par ailleurs, les prévisions concernant les stocks mondiaux de céréales ont connu une importante révision par rapport à octobre : ils devraient baisser de 0,7 % par rapport à l'année précédente avec un ratio stock utilisation de 30,1%, contre 30,8 % en 2023. Un niveau jugé «confortable» pour le marché mondial. Quant au volume du commerce international de céréales en 2024-2025, il devrait s'établir à 484 millions de tonnes, soit un recul de 4,6 % par rapport à l'année dernière. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des échanges de blé et de maïs bien que les volumes de riz échangés devraient augmenter. Enfin, la demande mondiale de céréales devrait croître de 0,6% en 2024 -2025 à 2.859 millions de tonnes, soutenue par l'augmentation de la consommation de riz et de blé.

PROTECTION DES MARQUES COMMERCIALES ALGÉRIENNES

Une stratégie nationale en cours d'élaboration

Par R E.

Une stratégie nationale de protection des marques commerciales algériennes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, est en cours d'élaboration, a déclaré, hier à Sétif, le directeur des Affaires civiles et du Sceau de l'Etat au ministère de la Justice, Ahmed Ali Salah. Intervenant à l'ouverture d'un séminaire national consacré à la lutte contre la contrefaçon des marques commerciales, organisé à la salle de conférences du Club des avocats par l'Ordre des avocats de la région de Sétif, en coordination avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et le Bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le responsable central a souligné qu'une commission interministérielle composée de plusieurs secteurs concernés (justice, commerce, douanes, industrie et banques) s'attèle à l'élaboration d'une stratégie nationale de protection des marques nationales à l'intérieur et, surtout, à l'extérieur du pays. Cette stratégie vise à assurer la protection juridique et à prévenir la contrefaçon des produits algériens à l'intérieur du pays et à l'étranger,

a-t-il ajouté, notant que l'Algérie dispose d'une législation récente dans ce domaine, conforme aux conventions internationales, et que la justice algérienne joue un rôle important dans le traitement de la question de la contrefaçon, mettant notamment fin, en coopération avec les différents acteurs, à certaines pratiques, et résolvant plusieurs litiges devant les juridictions civiles et les tribunaux de commerce spécialisés. M. Ahmed Ali Salah a souligné la "grande attention" accordée par l'Etat à cette question, citant l'existence de tribunaux de commerce, seules juridictions compétentes pour juger de tels litiges et poursuivre les contrevenants à la législation en vigueur, et d'un comité interministériel de lutte contre la contrefaçon, en plus de l'arsenal juridique existant. Pour sa part, le président de l'Union nationale des ordres des avocats, Me Ibrahim Taïri, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la formation continue des avocats et des magistrats, d'autant qu'il s'agit, a-t-il dit, d'un "thème d'une grande importance puisque la marque est l'un des éléments les plus importants de la propriété intellectuelle". Il a également souligné

que la contrefaçon des marques est un "phénomène mondial dangereux", qui cause de grands dommages aux personnes physiques et morales (sociétés, entreprises) en raison de son impact négatif sur la croissance économique, sur l'innovation et sur les droits de propriété intellectuelle, tout en constituant une pratique déloyale dans le domaine commercial. Selon Me Taïri, cette rencontre vise à mettre en lumière les problèmes juridiques les plus importants auxquels la marque commerciale est confrontée, à débattre de la question et à mettre en évidence la position du droit et du pouvoir judiciaire algériens sur le phénomène de la contrefaçon des marques, ainsi que l'efficacité et l'efficacité des mécanismes juridiques disponibles, tout en identifiant les répercussions de ce phénomène et en recherchant les moyens juridiques d'en venir à bout. Les participants ont débattu de deux thèmes principaux : "Les mécanismes civils de lutte contre la contrefaçon" et "Les moyens pénaux de lutte contre la contrefaçon" et ce, lors de huit interventions d'avocats, de magistrats, d'universitaires, de spécialistes de l'INAPI et de l'administration des douanes.